

N°15 - JUIN 2020 - 4€

PARTISAN

MAGAZINE



CHIMIE

LE PROFIT CONTRE LA SANTÉ

COVID-19

RETRAITES

Publié par
l'OCML Voie Proletarienne



ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex



L'OCML Voie Proletarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org

Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org

ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex



L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire, sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Proletarienne, association suivant la loi 1901 déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

CHIMIE, COVID-19 LE PROFIT CONTRE LA SANTÉ

La chimie est partout? Mais c'est le Covid-19 qui est partout!

Pour le coup, quand elle a choisi ce thème de dossier, la rédaction de Partisan avait aussi bien anticipé la pandémie que le gouvernement Macron... Mais quand on y regarde de plus près, on est dans le thème : Le profit capitaliste contre la santé et la nature!

La chimie est partout, au cœur de la production capitaliste (industrie, agriculture, santé...). Avec d'énormes progrès incontestables, mais de plus en plus de conséquences graves, des catastrophes industrielles comme Bhopal, AZF ou Lubrizol, aux scandales médicaux, alimentaires et sanitaires, en passant par la pollution et les montagnes de déchets nucléaires, plastiques ou électroniques.

« C'est le progrès », nous a-t-on chanté pendant des années, tous réformistes inclus. Aujourd'hui on s'interroge, y compris sur l'incapacité du secteur chimique à répondre au coronavirus. Quoi? L'industrie qui crée 7% du PIB mondial, 5700 milliards de dollars, incapable de contrer l'expansion d'un nouveau virus? Il y a peut-être un problème...

Car derrière l'utilité des produits de l'industrie chimique – qui doit d'ailleurs être largement discutée – il y a d'abord et avant tout un marché, une concurrence mondialisée, des profits. Et le capitalisme étant ce qu'il est, c'est cette loi qui s'impose à tous les bourgeois du monde entier, avec la chimie et ses toxiques, comme pour répondre au virus, il suffit de voir l'épouvantable sketch à rebondissements du marché des masques pour

s'en convaincre. Non la chimie, la santé, la science même, ce n'est pas neutre... Tout notre dossier de ce magazine l'illustre.

L'autre point commun entre la chimie et l'épidémie du coronavirus, c'est qu'on n'y comprend rien, ballottés d'une expertise à l'autre, chacune plus autoritaire et définitive que la précédente. Non, puisqu'on vous dit que le nuage de Tchernobyl est passé à côté, que le glyphosate n'est pas dangereux, qu'il faut mettre (non, finalement pas mettre – enfin, si) des masques. On n'y comprend rien. Le capitalisme maintient sa domination en nous dépossédant du savoir et de la connaissance, en créant une couche d'experts à sa botte pour nous maintenir sous pression. Il est temps d'en finir, de reprendre nos affaires en main, de décider par nous-mêmes, et cela veut dire nous débarrasser de tous les experts ou gourous, chimistes, médecins, journalistes ou politiciens qui prétendent parler à notre place. Là encore, c'est un des objectifs de ce dossier, exemples à l'appui. Tous experts, tous rouges!

Enfin, chimie ou pandémie, c'est les travailleurs qui payent les conséquences sanitaires et économiques. La logique c'est : « On fonce, on fait les profits et on voit après », « Et si ça foire, c'est les travailleurs qui payeront ». Surtout, le plus important c'est de ne pas enrayer la machine à profit. C'est bien ce qu'on voit aujourd'hui avec le Covid-19.

De semaine en semaine, tout devient plus clair. La critique sur les carences de l'État, l'incompétence des dirigeants, n'explique pas l'essentiel.

Les capitalistes ne font rien d'autre qu'un gigantesque calcul coût/bénéfice sur notre dos. La politique sanitaire s'ajuste aux besoins du capital.

D'abord les gouvernements ont eu la tentation de ne rien faire. « La vie continue, il n'y a aucune raison de modifier nos habitudes de sortie » (Macron le 06/03/20). Boris Johnson, en Grande-Bretagne, a carrément assumé de miser sur l'immunité collective, c'est-à-dire laisser le virus se propager jusqu'à ce que la majorité ait développé les anticorps et que l'épidémie s'arrête d'elle-même. Et tant pis pour les morts. Mais ça, c'était avant qu'il tombe malade lui-même !

Puis ils ont bien été obligés de prendre la menace au sérieux, quand le cœur du système productif mondial s'est arrêté. Maintenant que nous sommes confinés, le MEDEF et le gouvernement poussent à une reprise rapide de l'économie. Même sans tests et sans masques, en mettant en avant les morts de la crise économique, qui va être inévitable. Les morts du coronavirus, de la crise à venir, sont présentées comme une fatalité. Comme si personne n'était responsable. Circulez, y'a rien à voir.

Le gouvernement Macron est responsable! Il a poursuivi des décennies de mesures d'austérité à l'hôpital public : 70.000 lits d'hôpitaux fermés et 12 milliards d'économie en 10 ans. Il a ignoré toutes les mesures de prévention, même minimales. Il a propagé des rumeurs antiscientifiques sur l'inutilité du port du masque pour le grand public, sur l'absence de danger au travail. Il a refusé de réquisitionner des usines pour produire des masques et du matériel médical (Luxfer, usines textiles). On ne touche pas à la propriété privée, même si ça doit passer avant la santé. D'où la saturation des hôpitaux, la pénurie de tout, la souffrance de nos anciens, confinés dans les EHPAD ou chez eux.

Leur seule réponse, c'est la répression, la suspension des libertés démocratiques, les lois anti-ouvrières pour étendre le temps de travail, pour nous exploiter encore plus. C'est la mise en danger des travailleurs dans les entreprises et les services de santé, de leurs enfants avec la réouverture des écoles. La glorification hypocrite des caissières, des personnels de la santé, et des prolétaires qui permettent de faire tourner la machine malgré le confinement, on n'est pas

dupes. Les capitalistes veulent que tout continue comme avant. Certains font semblant de découvrir que le travail productif des prolétaires, c'est la base de l'économie. Sérieux ?

Le capitalisme impérialiste est responsable! Les virus dangereux existent dans la nature. Ce sera vrai même dans un monde socialiste. Mais c'est la destruction de la nature liée à l'urbanisation capitaliste, à la déforestation et au développement de l'agro-industrie (en particulier les monocultures type palmier à huile) qui provoque leur diffusion. Les preuves scientifiques sont massives. Le coronavirus n'est pas une calamité biblique! C'est un des aspects de la crise écologique du capitalisme.

Pour le capitalisme impérialiste, « la santé est une marchandise et les grandes puissances se disputent le marché des produits médicaux ». Zika, Chikungunya, Dengue, Ebola, n'intéressent pas les grands labos. Le Covid-19 promet d'être plus rentable parce qu'il concerne les pays riches. La guerre des brevets est lancée pour les traitements, les vaccins. On a compris, ça ne sera pas pour tout le monde.

Partout dans le monde, les masses populaires subissent une attaque sauvage sur leurs conditions d'existence. Cette crise sanitaire et économique, comme toutes les autres, est une fatalité sous le capitalisme. Mais un autre monde est possible.

Nous devons mettre en avant nos exigences de travailleurs, d'exploités (voir notre déclaration « Coronavirus : vote, bosse et ferme-la! »), nous battre selon le principe avancé par nos camarades grecs : « *C'est un droit absolu pour une personne de ne pas vouloir tomber malade, de ne pas vouloir souffrir et d'essayer – dans le contexte de la société dans laquelle elle vit – de se protéger et de protéger ses enfants.* ».

Nous devons nous organiser, ne pas laisser sans lendemain la révolte des soignants contre la politique du gouvernement, la révolte des travailleurs contre leurs patrons qui les mettent en danger, la révolte contre ce monde de merde et qui ne fait qu'empirer.

Bhopal, Tchernobyl, Seveso, AZF, Lubrizol, Amiante, Covid-19, on n'oublie pas, on pardonne pas, on s'organise.

CORONAVIRUS VOTE, BOSSE ET FERME-LA !

Cet article est une déclaration de l'OCML-VP datée du 15/03/2020. C'était avant le confinement, mais le contenu est toujours d'actualité.

En 48 heures et trois discours, voilà le pays paralysé et toute activité collective interdite pendant un mois pour tenter d'enrayer la progression du virus. « Toute » activité? **Non pas toute...**

- *Les municipales sont maintenues*, et on peut dire sans se tromper que le risque d'y récupérer le virus est bien plus important que celui de voir les promesses électorales se réaliser... L'enjeu du pouvoir politique est une question clé pour les politiciens bourgeois.

- *Le travail, le système productif est maintenu*, quoi qu'il en coûte. Les lieux de rencontre que sont bars, restaurants et spectacles sont fermés, mais les usines tournent à plein rendement, avec des centaines voire des milliers d'ouvrier.e.s regroupés sans plus de précautions et contraints de continuer à bosser. Au risque de dizaines de milliers de morts supplémentaires.

Voilà mis à nu en cette période de crise ouverte la véritable nature de cette société d'exploitation. D'ailleurs, les mesures mises en place par Macron et Philippe sont très parlantes.

D'abord **l'accent mis sur le télétravail**, en ritournelle écœurante. La mesure s'adresse évidemment aux cadres, aux technicien.ne.s qui peuvent travailler à domicile, aux employé.e.s délocalisables, c'est-à-dire aux couches moyennes et supérieures

de la petite-bourgeoisie salariée. Les ouvrières et ouvriers de la chimie, de l'industrie, du BTP, des transports (publics ou privés), les caissières de la grande distribution, les femmes de ménage, sont évidemment exclus comme tous les travaux manuels. Le capitalisme ne cesse de renforcer la division entre travail manuel et travail intellectuel, on en voit maintenant la matérialisation numérique. Être ouvrier ce n'est pas seulement produire des richesses, c'est être dépossédé de sa puissance intellectuelle et être réduit à un « robot humain » manuel, qui ne peut pas connaître le télétravail – évidemment!

Notre exigence : droit de retrait pour tous les prolétaires, automatique, sans contestation et à 100% dès que le virus est avéré! Et si nécessaire fermeture des entreprises, comme pour les écoles!

Après des décennies de **plans d'ajustement structurel du système de santé et de l'hôpital**, on est arrivé à l'os d'un système qui n'en peut plus, entre suicides, burn out et démissions, le tout au nom de la rentabilisation de la médecine. Voilà qu'on va pressurer encore plus – si c'était possible – pour affronter une épidémie qui met en danger le système productif. Les personnels de santé vont devoir travailler au-delà du raisonnable, au-delà de 60 heures par semaine, sans même que les heures supplémentaires soient payées...

La santé des ouvriers et prolétaires est purement et simplement abandonnée, juste quelques mots pour les personnels de



santé qui n'ont même pas les masques nécessaires pour se protéger. Pour les autres, c'est bosse et ferme-la. Aucune protection, aucune information quand un collègue disparaît du jour au lendemain, confiné pour cause de virus, c'est l'opacité complète. En Italie, la révolte gronde, et la grève se répand, le droit à la santé ne se partage pas !

C'est **encore plus scandaleux pour les professions en contact avec du public, ou à risques**. Les caissières, les prolétaires des transports ou de la surveillance aéroportuaire, les professionnels du nettoyage (femmes de ménage, nettoyage industriel) qui vont être en tension avec les désinfections à répétition et donc au contact du virus. Celles-là et ceux-là, qu'ils bossent jusqu'au bout, on les remplacera pour maintenir à tout prix l'activité économique ! Et encore plus lorsqu'il s'agit de sous-traitants, là les entreprises donneuses d'ordre s'en « lavent carrément les mains »...

Notre exigence : protection renforcée (masques, gants) pour tous ces personnels en contact avec le public ou avec le virus !

• **Concernant le chômage technique** (pour celles et ceux qui y auront accès), le gouvernement garanti 70% du brut ou 84% du net. Pour un SMIC net de 1185€, c'est une perte sèche de 190€ par mois. Quand on finit les mois en comptant les euros, c'est juste impossible...

Notre exigence : le chômage technique à 100% dans tous les cas, qu'il s'agisse des fermetures d'entreprises ou de la garde des enfants.

• La fermeture de l'ensemble du système éducatif va imposer des gardes compliquées, et quand il n'y a pas de solution immédiate (grands parents, nounou...) la présence d'un des parents devient obligatoire, et on peut parier que ce vont être les femmes les premières renvoyées au foyer. Au premier chef les femmes prolétaires dont les salaires sont plus faibles que ceux des hommes (donc moins de perte pour le ménage). Encore une régression, comme s'il y en avait besoin !

Notre exigence : prise en charge à 100% du confinement d'un parent, quel qu'il soit !

• **Le développement annoncé de l'enseignement à distance** est une autre mesure de classe, plus sournoise. Car pour qu'il fonctionne, il faudra des parents attentifs, présents et opérationnels sur le terrain éducatif comme informatique d'ailleurs : oui, enseigner c'est une vraie compétence. Alors, c'est nickel pour les parents bobos déjà partis à la campagne avec leurs enfants, télé-travail et télé-enseignement, dans la verdure et au soleil. Gageons que malheureusement les gamins ou jeunes de banlieue vont une nouvelle fois être abandonnés à eux-mêmes, et perdront purement et simplement un mois de scolarité, comme s'ils avaient besoin de ça. Il y aura bien sûr les efforts des enseignants les plus motivés, mais à l'impossible nul n'est tenu...

Notre exigence : annulation ou report de tous les examens et évaluations

• **L'isolement des anciens dans les EHPAD** apparaît comme une mesure de bon sens. C'est oublier que c'est un secteur hautement sinistré, où il manque 800 000 professionnels et des moyens importants. Pour les anciens, ce qu'il faut c'est des moyens humains et médicaux, pas les enfermer et les isoler.

Notre exigence : des moyens pour les EHPAD, pour maintenir les liens avec les anciens, bien entendu avec toutes les précautions nécessaires.

Au vu de ce qui s'était passé en Alsace, dans l'Oise ou ce qu'on commençait à voir dans la Seine Saint-Denis, ça fait déjà une semaine que tout aurait dû être arrêté. Mais voyez-vous pour les bourgeois, les prolétaires de l'Oise ou des banlieues ne comptent pas vraiment, il a fallu que l'épidémie explose et commence à s'attaquer aux députés ou aux membres du gouvernement pour qu'on se décide, difficilement, aux mesures nécessaires. Cela, nous le comprenons bien comme un mépris de classe, le même que nous ressentons chaque fois que nous entendons le mot télétravail...

LE VIRUS TOUCHE LE CŒUR DE LA MACHINE PRODUCTIVE IMPERIALISTE

Voilà bien longtemps que les pays dominés connaissent les « épidémies sans frontière », Ebola, paludisme, et autres dengue, et cela n'a pas provoqué un tel branle-bas de combat dans la bourgeoisie mondiale. Le fait est, c'est que cette fois, **le virus a touché le cœur de la machine productive impérialiste**. Parti de Chine, il touche maintenant l'Europe et les États-Unis, et le système économique capitaliste basé sur la mondialisation libérale vacille, les Bourses s'effondrent. Le capitalisme est ultra fragile, c'est bien une des leçons de l'épidémie actuelle, il est incapable de s'y affronter et en est réduit à le laisser se développer en tentant d'en limiter les conséquences – une fois de plus les prolétaires vont trinquer. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas un replâtrage d'un système qui montre sa faillite, mais d'une véritable révolution du système économique, appuyé cette fois sur les

besoins réels des populations les plus fragiles et pas sur les profits des monopoles mondialisés.

L'UNION NATIONALE? JAMAIS!

Macron nous a appelé à « faire Nation », à serrer les coudes et à oublier nos contradictions, il ne manque pas d'air. Après la loi Travail, après la destruction de l'hôpital public que l'on paye aujourd'hui, après les réformes catastrophiques et en cascade dans l'éducation, après la réforme sur les retraites, et avant les futures réformes auxquelles il a fait une allusion voilée, voilà qu'il nous demande notre soutien? Alors que les mesures qu'il avance sont une nouvelle fois discriminatoires contre les ouvrier.e.s et les prolétaires, dans le seul objectif de maintenir la machine économique à profits à flot?

Jamais! Jamais le patronat et le gouvernement n'auront notre soutien!

Nous ne sommes que de la chair à patron dans la guerre économique, et l'épisode Coronavirus n'est qu'une anecdote pour le capitalisme, comme d'habitude ce sera tant pis pour nous, les exploités. Jamais nous ne nous rendrons complice de notre propre exploitation! Et Mélenchon qui ose dire que l'heure est à la cohésion et à l'entraide!

Le coronavirus n'est évidemment pas un virus de classe, il touche également puissants et misérables. Par contre, toutes les mesures proposées ont un caractère de classe bien marqué, pas question de rentrer dans le jeu de Macron et des autres!

Une nouvelle fois, la preuve qu'il faut reconstruire notre camp, en toute indépendance.

Exigeons nos droits face aux exploités!

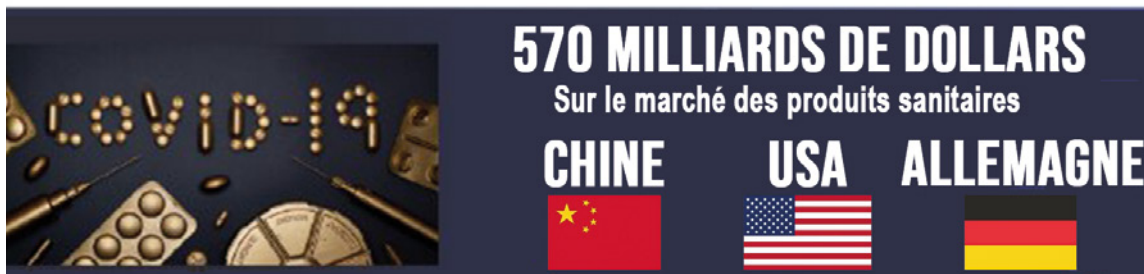
**Organisons-nous solidairement
entre exploités, voisins, riverains, pour
nous prendre en charge collectivement,
les enfants, les anciens, les malades,
avec bien sûr les précautions
nécessaires!**

NON A L'UNION NATIONALE

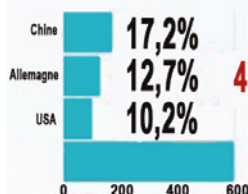
**LE VIRUS
DONT IL FAUT SE DÉBARRASSER,
C'EST LE CAPITALISME!**

LA SANTE DANS LE SYSTEME CAPITALISTE IMPERIALISTE

Trois pays se partagent les profits dans la crise sanitaire



Pendant que les autres pays supportent de forts droits de douane sur les produits essentiels



CHINE, ALLEMAGNE ET USA EXPORTENT 40% DES PRODUITS NECESSAIRES POUR LA PROTECTION DU PERSONNEL SOIGNANT

Par exemple, la Chine produit en ce moment 116 millions de masques par jour, ce qui veut dire 12 fois plus qu'avant la pandémie



LE MARCHÉ DES PRODUITS DE SANTÉ PUBLIQUE DE PREMIÈRE NÉCESSITÉ A ÉVOLUÉ DE 135 MILLIARDS DE DOLLARS CHAQUE ANNÉE, ENTRE 2017 ET 2019

De fait, selon l'OMC, 25% des masques achetés sur la planète viennent de Chine. Et 50% si on ajoute Allemagne et USA.

Dans le cas des respirateurs et ventilateurs, la part de marché mondial d'un pays comme Singapour n'est rien que moins de 18%, suivis des USA (16%) et de la Chine (10%)

En 2018, la Chine a fourni 43 % des importations mondiales d'écrans faciaux et de vêtements de protection corporelle, en plus des gants et des lunettes.

ET QU'EN EST-IL DE LA CONSOMMATION GÉNÉRALE DE PRODUITS MÉDICAUX ?



Les USA représentent 19 % des importations mondiales, soit plus du double de celles de l'Allemagne (9%). La Chine, en revanche, représente à peine 6%.

DANS LE CAPITALISME IMPÉRIALISME LA SANTÉ EST UNE MARCHANDISE ET LES GRANDES PUISSANCES SE DISPUTENT LE MARCHÉ DES PRODUITS MÉDICAUX



@movimientovientosdelpueblo #LaRebeliónSeJustifica



Infographie Vientos del Pueblo (Équateur).

RÉSOLUTION DE L'ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE DE GRÈCE (MARXISTE-LÉNINISTE) 29/03/2020

La pandémie. « Depuis plusieurs semaines, l'humanité est confrontée à une épidémie (pandémie) en pleine expansion et à propagation rapide, celle du coronavirus.

La propagation et le danger de cette pandémie [...] met complètement en cause le système capitaliste-impérialiste mondial, surtout en ce qui concerne son évolution au cours des dernières décennies. Elle révèle tout l'effort dominant pour déresponsabiliser le capitalisme, ses lois et ses contradictions, et cherche à faire reporter sur les peuples eux-mêmes, supposés sales, négligents et irresponsables, sa propre responsabilité d'exposer l'humanité à un grand risque sanitaire. Il a été démontré que la tentative raciste de séparer les sociétés en sociétés résistantes et non résistantes, développées et non développées, et affectées différemment par les virus, a été de courte durée. »

La santé. « C'est un droit absolu pour une personne de ne pas vouloir tomber malade, de ne pas vouloir souffrir et d'essayer – dans le contexte de la société dans laquelle elle vit – de se protéger et de protéger ses enfants. »

Le capital face à la crise. « La crise sanitaire criante d'aujourd'hui découle de la même logique et de la même relation qui définit le cœur du système capitaliste. Il n'était pas inévitable que l'humanité soit prise au dépourvu, et c'est une excuse systémique bon marché, aussi neutre qu'elle est sans classe. La vérité brute est que le système capitaliste a laissé l'humanité sans préparation, parce qu'il promouvait et préparait ses propres projets, sacrifiant même les droits fondamentaux pour ces projets. Le système a montré (malheureusement à un coût élevé pour l'humanité) qu'il ne sacrifie pas seulement des masses en temps de guerre, mais aussi face aux phénomènes naturels et au traitement des maladies et des pandémies. »

Concurrence et profit. « [...] Nous devons souligner que toute l'exacerbation de la menace du virus est liée de manière cruciale à la concurrence et aux relations au sein de l'ensemble du réseau international (soins de santé, médicaments, protocoles, traitements, vaccins, hôpitaux, centres de diagnostic, équipements de diagnostic, etc.). Un réseau qui, comme toute relation capitaliste, fonctionne avec la logique du profit et qui a fini par être perforé et vulnérable. »

Immunité collective. « Tous les centres de pouvoir des principaux impérialistes (et le reste des gouvernements bourgeois un peu plus tard) ont réalisé que la mise en œuvre «pure» et complète de l'immunité collective sans «protectionnisme» et sans intervention de l'État n'empêcherait pas, en fin de compte, leur grande agonie, c'est-à-dire les effets sur l'économie. La prétendue «normalité» de l'immunité collective, qui est censée assurer le fonctionnement économique, s'est révélée être une grande illusion et provoquerait des chocs encore plus importants. »

L'intervention des communistes. « Une partie importante de notre intervention et de notre action a été adaptée et peut-être même davantage axée sur les données relatives aux risques sanitaires. Les données politiques ont une double signification pour nous. D'une part, [...] elles créent un fort besoin pour les masses [...] de se défendre contre le virus. Mais d'autre part, ce que nous recherchons dans ce nouveau contexte, c'est la manière, les formes et les possibilités pour les masses de ne pas rester inactives, sans voix dans ces conditions sauvages. »



À lire en intégralité sur : www.kkempl.gr, dans la rubrique INTERNATIONAL CONTENT

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution.



DOSSIER

LA CHIMIE EST PARTOUT...

Pourquoi un dossier sur ce thème? Cela peut paraître un peu étrange, mais c'est l'actualité qui nous l'impose, avec l'accumulation des scandales de santé publique, professionnelle et d'environnement qui font les uns après les autres la une de l'actualité – jusqu'aux tests et vaccins pour le coronavirus.

Pour nous, militants de Voie Prolétarienne, faire un tel dossier c'est montrer – un peu par le petit bout de la lorgnette – la nécessaire critique approfondie du mode de production capitaliste, dans tous les domaines de la production et plus largement de la vie sociale.

Alors, pour commencer, faisons un petit récapitulatif historique, en essayant d'éviter le catalogue trop indigeste!

À L'ORIGINE

La chimie apparaît très tôt dans l'activité humaine, comme connaissance empirique issue de l'observation de la nature. À côté de l'agriculture, des constructions, des mines, très vite la chimie apparaît comme une activité humaine à part entière, par la transformation de produits naturels pour obtenir de nouveaux produits et donc de nouveaux usages plus complexes.

On citera la métallurgie avec les alliages (les bronzes par exemple), les mélanges et pigments

.....
Le bassin de Lacq, une concentration d'usines chimiques et gazières

• Crédit : www.lacqplus.asso.fr

utilisés en poterie, les alcools et levains produits de l'agriculture, l'utilisation des éléments naturels tels que le soufre, le nitre, la chaux, l'argile, le naphte et l'apparition très ancienne du verre, et pour finir les aromates, teintures, encres, parfums et poisons – déjà la toxicité de certains produits naturels est connue, voire utilisée.

Ces techniques empiriques et pré-scientifiques, fortement empreintes de métaphysique (l'alchimie) se développeront tout au long des siècles, au fil de l'accumulation des connaissances observées. C'est le cas par exemple de la poudre noire, découverte en Chine au VII^e siècle, mais répandue en occident au XIII^e siècle.

L'APPARITION DE LA CHIMIE SCIENTIFIQUE

À partir XVI^e siècle, comme dans tous les domaines, l'esprit scientifique et l'élaboration théorique prennent le dessus sur l'empirisme (le tableau périodique des éléments de Mendeleïev date de 1868). C'est essentiellement à partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, début du XX^e siècle que la chimie industrielle apparaît avec la victoire finale du capitalisme sur le féodalisme (c'est par exemple en 1863 qu'est créé le groupe belge Solvay) et c'est à la même époque que la chimie organique se développe largement.

La chimie industrielle de l'époque, c'est par exemple :
• Le traitement des déchets des abattoirs, pour la fabrication des engrais, des colles, des corps gras, des savons etc.

- Les phosphates, d'abord naturels (guano) puis industriels, utilisés comme engrais.
- Les armements, avec les poudres et explosifs (Nobel) ou les gaz militaires comme le gaz moutarde utilisé dans la Première Guerre Mondiale ou le Zyklon B dans les chambres à gaz.
- La carbochimie, à partir du charbon et des mines, autour de la production des gaz industriels (acétylène, benzène, polyéthylène), des acides sulfuriques, chlorhydriques et nitriques, des gaz de houille et goudrons, avec les procédés industriels qui se perfectionnent au fil des décennies (craquage, distillation). C'est également l'apparition des premiers polymères, comme la bakélite issue du benzène, ancêtres des plastiques. Le volet toxique de certains composés chimiques est désormais bien connu.

L'EXPLOSION DE LA PÉTROCHIMIE

Mais c'est après la Deuxième Guerre Mondiale qu'on assistera à la véritable explosion de la chimie industrielle qui représente désormais 7% du PIB mondial et 220 000 emplois en France¹. Ce n'est plus aujourd'hui le charbon qui est le principal produit de départ des composés chimiques, mais le pétrole (voir l'article de Wikipedia sur la pétrochimie).

Aujourd'hui, les produits chimiques sont absolument partout dans notre vie, le plus souvent de manière invisible, mais de plus en plus souvent de manière problématique. Si les années d'après-guerre ont été des années d'expansion sans l'ombre d'une interrogation, autour du « progrès » comme ciment universel, le doute s'installe peu à peu avec l'accumulation des catastrophes et des scandales sanitaires.

Dans l'agriculture on trouve bien sûr le schéma classique intégralement lié à la chimie : engrais – semences sélectionnées – phytosanitaires – insecticides, plus les fongicides, le glyphosate, l'arsenic et autres saloperies... Des produits actifs au contact, on est passé aux produits systémiques (par absorption interne) et maintenant aux modifications génétiques des OGM, le tout sans aucune véritable garantie d'innocuité. Dans l'alimentaire, outre les conséquences des produits agricoles, c'est la multiplication des additifs, des conservateurs, colorants, des emballages et plastiques, dont on voit les

.....
¹ <https://www.usinenouvelle.com/editorial/la-chimie-contribue-a-hauteur-de-5-700-milliards-de-dollars-au-pib-mondial-N816280>.

conséquences par exemple dans les océans. Dans l'industrie, on constate l'envahissement des plastiques divers et variés (20 à 25% dans une automobile) et ça continue à augmenter comme dans l'électronique et l'informatique. On voit des composés chimiques de plus en plus complexes, sophistiqués et toxiques qui envahissent les productions nouvelles (batteries par exemple), dans les isolants, les traitements de surface (automobile, aéronautique, machines-outils), les nettoyeurs, huiles et graisses, additifs, lubrifiants, détergents, solvants et encres... D'ailleurs ces produits, qui peuvent être hautement toxiques, se retrouvent dans les services comme l'hôtellerie, le nettoyage, les hôpitaux etc. Dans la santé, pratiquement tous les médicaments sont issus d'une manière ou d'une autre de la pétrochimie, ainsi que les prothèses (implants mammaires), les instruments médicaux et appareillages. Dans le BTP, ce sont les goudrons et bitumes, les ciments, les enduits, les colles, peintures et vernis (dont on retrouve d'ailleurs les effets au niveau du relargage domestique), les plastiques et le PVC etc. Au niveau domestique, en plus de tous les produits précédents, on retrouve les produits d'entretien, les lessives, les savons et parfums, les cosmétiques, les textiles etc.

On pourrait enrichir encore ce petit inventaire. Il n'avait pour objectif que de montrer que si les scandales sanitaires se multiplient autour de la chimie, c'est bien entendu du fait de la place croissante de ce secteur dans tous les domaines de l'économie capitaliste.



.....
En janvier 2019, la Malaisie a retourné à l'envoyeur 43 conteneurs de déchets plastiques français
 • Crédit : LeMediaVert.fr

LES MONOPOLES DE LA CHIMIE

RANG	ENTREPRISE	PAYS	CHIFFRE D'AFFAIRES (EN MILLIARDS DE \$)
1	DowDuPont	États-Unis	86,0
2	BASF	Allemagne	76,2
3	Bayer	Allemagne	46,7
4	Sabic	Arabie Saoudite	45,1
5	LyondellBasell	États-Unis	39,0
6	Mitsubishi Chemical Holdings	Japon	35,3
7	Toray Industries	Japon	21,4
8	Johnson Matthey	Royaume-Uni	19,8

Il faudrait rajouter les principaux monopoles français, deuxième puissance chimique européenne, que sont Total et Arkema, Air Liquide, Sanofi, Rhodia, Pierre Fabre, Biomérieux et bien d'autres...

QUELS ENJEUX?

Une fois cette présentation faite, on peut poser les principales questions qui se posent à nous, et que nous allons essayer d'aborder dans ce dossier.

Comme toute marchandise dans l'économie capitaliste, les produits chimiques portent une contradiction dialectique : à la fois valeur d'usage (leur utilité réelle) et valeur d'échange (avec le profit en toile de fond), la complexité se renforce avec le **double aspect de la valeur d'usage** : à la fois positive et utile d'un certain côté, et nocive et toxique d'un autre, bien entendu de manière différenciée selon les produits. Et comme dans la société capitaliste c'est la valeur d'échange qui s'impose sur le marché, les aspects négatifs de la valeur d'usage sont soigneusement masqués, laissés de côtés, niés. D'où par exemple toutes les polémiques sur les produits Monsanto/Bayer...

La chimie capitaliste moderne produit des molécules de plus en plus complexes et de moins en moins contrôlables, qui se répandent dans tous les secteurs de la production. C'est ce que nous vivons avec les scandales sanitaires. L'acide chlorhydrique c'est assez simple (un atome d'hydrogène lié à un atome de chlore), et ses effets sont bien connus. Les molécules actuelles, non.

Les déchets s'accumulent de manière exponentielle et les déchets chimiques sont pour l'essentiel non dégradables et non recyclés. D'où la pollution des océans par les plastiques et la

pratique purement scandaleuse de l'exportation des déchets vers les pays dominés.

Au travers de la chimie, c'est donc bien l'ensemble du mode de développement du système productif qui est en cause, l'ensemble du mode de production capitaliste, dans la mesure où les choix, les priorités sont le fait de la concurrence mondialisée dans le marché, pour augmenter sans fin le taux de profit au détriment des concurrents. Et tant pis si l'aspect négatif de la valeur d'usage l'emporte au détriment de la santé et de l'environnement, au travail ou dans toute la société.

L'enjeu n'est pas de savoir s'il faut revenir à l'âge des cavernes et d'interdire la chimie, évidemment non. L'enjeu, c'est d'apprécier l'utilité sociale réelle, de changer les choix et priorités, de réduire les risques au maximum, de supprimer les productions inutiles et dangereuses et donc de transformer en profondeur les processus de production. Une transformation véritablement « révolutionnaire », qui ne pourra avoir lieu qu'en mettant fin au règne du capital et des bourgeois, qu'en mettant en place une société socialiste qui débattre collectivement et décide des besoins prioritaires des plus exploités.

À lire : « la formation de l'esprit scientifique – Gaston Bachelard (1938) », pour comprendre comment on passe de la connaissance empirique, à la compréhension scientifique des lois théoriques fondamentales de la nature. Ce livre s'appuie sur de nombreux exemples pris dans la chimie.

INTERVIEW

PEUT-ON CONCILIER SANTÉ ET PROFIT ?



12

.....
**Ouvrier de la verrerie du Languedoc
– voir article suivant**

• **Crédit : AFP / Dominique Faget**

On est exposés aux toxiques chimiques dans tous les aspects de notre quotidien, mais ce sont avant tout les ouvriers, ouvrières, les travailleurs de l'industrie, du BTP, de la santé, du nettoyage qui sont parmi les plus exposés.

Interview d'un camarade qui travaille dans une usine qui produit des pièces en graphite, avec des procédés très polluants.

En tant que travailleur dans l'industrie, comment es-tu exposé aux toxiques chimiques ?

Je travaille dans une usine qui produit des pièces en graphite. On les fabrique, on les usine et on leur fait subir des traitements thermiques à plusieurs milliers de degrés. Cela produit des HAP (Hydrocarbures aromatiques polycycliques)¹ sous forme de poussières, de goudrons, de vapeurs, d'huiles qui sont des cancérrogènes certains. Les HAP c'est le principal danger mais on est aussi exposés à plein d'autres choses. Car pour faire tourner ces fours, on doit injecter des acides, du chlore, du gaz naturel, etc. On a l'impression de patauger dedans. L'usine est vieille, grisâtre et poussiéreuse, tout est imprégné par des couches successives de pollution. En tant que travailleur de l'usine on ne peut pas y échapper.

Comment cette exposition aux HAP a été révélée et quelles sont les conséquences dans ton usine ?

En fait, la préoccupation est venue de l'extérieur du collectif ouvrier, lorsque la médecine du travail a lancé une campagne de dépistage pour détecter une contamination des travailleurs. Le patron a dû accompagner la campagne de prélèvement et élaborer un plan de prévention. Ça a permis de révéler la contamination massive des travailleurs aux HAP, jusqu'à 20 fois le seuil d'exposition professionnelle autorisé !

Les travailleurs sont désormais conscients du problème mais en fait on s'en doutait déjà. Nous les ouvriers qui travaillons sur des matières chimiques dégueulasses, c'est comme ça, on est contaminés et on en meurt. « Les gens meurent du cancer ici », c'est dit comme ça, presque naturellement, de façon résignée. Ça me fait penser aux discussions sur la réforme des retraites. Passer deux ans dans une atmosphère néfaste au contact des produits toxiques, c'est pas la même chose que deux ans dans un bureau. C'est une question de classe. La question de l'âge de la retraite pour beaucoup de gens c'est une question de vie ou de mort, c'est pas une question de

.....

¹ Les HAP, ou Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques, sont des molécules constituées d'atomes de carbone et d'hydrogène, notamment produites par la combustion de matières d'origine organique. La plupart sont classés comme toxiques, cancérigènes certains et mutagènes (ils modifient l'ADN).

confort. C'est d'autant plus vrai pour les ouvriers qui sont exposés à de multiples risques. Quand on pose la question aux anciens, on apprend que parmi ceux qui partent à la retraite, beaucoup meurent de cancer. Mais comme il est difficile de faire reconnaître le caractère professionnel d'une maladie, c'est un phénomène sous-estimé. Je suis ému car c'est une usine ancienne et il y a des générations d'ouvriers et d'ouvrières qui ont travaillé dans des conditions exécrables. C'est comme un massacre de masse un peu silencieux. C'est terrible, on ne voit que la partie émergée de la souffrance ouvrière. C'est quelque chose qui mériterait qu'on fasse toute la vérité dessus.

Comment ça a fait bouger la conscience (ou pas) des travailleurs ?

Disons qu'il y a trois réactions. D'abord il y a les gens résignés, même si ça les révolte. Ensuite, il y a les gens qui voient ça d'un œil très cynique, qui vont demander une prime. Pour eux ça se réduit à une question de blé, alors que notre santé elle n'a pas de prix ! Le capitaliste il nous prend notre force de travail, il nous prend tellement de notre vie qu'en plus on ne va pas lui donner encore notre santé ! La pénibilité, la souffrance au travail c'est la manifestation physiologique sur notre corps de l'exploitation. Non seulement on nous vole le produit de notre travail mais on nous vole une partie de notre santé, et c'est aussi ça l'exploitation. Il faut refuser les pseudo compensations contre de l'argent, contre une prime.

Et puis il y a les gens qui contestent, qui exigent de leur hiérarchie les moyens d'être protégés, qui posent des questions. Untel va menacer d'exercer son droit de retrait, menacer d'avertir l'inspection du travail, refuser de faire telle tâche. Mais c'est pas réfléchi collectivement et les travailleurs de l'usine ne s'organisent pas encore pour mettre la pression tous ensemble et avoir des revendications claires. Si certains demandent pour eux-mêmes, ce n'est pas forcément par refus du collectif. C'est déjà une forme de courage, de ne pas se laisser faire, c'est respectable. Mais c'est aussi le privilège de ceux qui sont les moins précaires ou qui ont une qualification et qui n'ont pas peur de perdre leur boulot. Beaucoup d'autres sont coincés, souvent des anciens qui ont eu des postes très exposés. Vu leur âge ou leur spécialisation, ils sont un peu enchaînés à la boîte.

L'action collective est difficile à mener, même si la situation est favorable. Les travailleurs de l'usine s'intéressent à la question, en discutent beaucoup. « Je me souviens, les anciens ils n'étaient protégés par rien », « Moi quand je travaillais à tel poste, je n'étais pas protégé ». Mais pour l'instant ça s'arrête aux discussions de machine à café. Les organisations ouvrières, les syndicats, ont une grosse responsabilité dans cette situation. Avec la dégénérescence de la CGT de l'usine, les ouvriers sont moins sensibles et alertés sur leurs conditions de travail.

Et le patron il en dit quoi ?

Le patron, il commence par se défausser sur le patron d'hier, car l'usine a connu plusieurs rachats. Mais peu importe le patron, pour nous rien ne change. Le problème chez nous c'est que la direction n'a pas fait son boulot pendant plusieurs années, contrairement à ce que le code du travail l'y oblige². Il impose qu'elle doit protéger la santé physique et mentale des salariés et supprimer le risque lorsque c'est technologiquement possible. Mais en fait ces articles c'est un peu comme le droit au travail inscrit dans la constitution. Si la lutte de classes n'est pas là pour l'imposer au patron, il ne se passe rien. Il cherchera toujours à supprimer les manifestations les plus visibles de la contamination, du risque, mais c'est tout. Parce que ça représente un coût financier.

On n'est pas des experts mais on sait qu'il existe des solutions technologiques qui permettraient de capter beaucoup plus efficacement les HAP en sortie des fours pour éviter que ça se balade partout. Mais si on veut rénover l'usine il y en aurait pour plus d'1 million d'euros... Le discours c'est : il faut concilier les impératifs économiques avec la santé des salariés. La santé c'est pas la priorité absolue, c'est toujours un compromis avec les nécessités de la production.

Ils cherchent aussi à nous culpabiliser. Tous les collègues fumeurs sont montrés du doigt, les collègues qui viennent au travail à vélo on leur dit que c'est à cause des gaz d'échappement qu'ils respirent. Mais aussi : « ça fait des années que vous portez mal vos EPI³ », alors même que

.....

² Article L4121-1 : « L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs. [...] »

³ EPI = Equipement de Protection Individuelle.

les gens n'avaient pas de consignes précises et n'étaient pas mis au courant du danger de ce qu'ils manipulent. Le capitaliste se défausse de ses responsabilités en détournant l'attention sur la responsabilité individuelle des gens, sur leur comportement au travail ou dans la vie en dehors du travail.

On essaye de nous déposséder de la question en nous disant « faites-nous confiance », aux experts, aux médecins du travail, aux laboratoires, ... Et dès qu'on pose des questions, qu'on conteste des choses qui nous sont présentées comme des vérités scientifiques on nous dit qu'on est paranos. C'est pas aux simples travailleurs de se mêler de la manière dont la question est gérée. Il faut laisser ça aux experts désignés par le patron. Sauf que la manière de gérer du patron va avoir pour conséquence d'accroître la pénibilité du travail, on va devoir porter des combinaisons étanches surchauffées, avec tout un attirail très contraignant, bouteilles d'oxygène etc. C'est difficile à supporter pour les collègues les plus âgés. Est-ce qu'on peut faire ça jusqu'à 67 ans ?? Encore une fois, ça va nous retomber dessus.

Justement, les experts nous disent (pour les HAP, mais aussi pour tous les autres produits chimiques!) qu'en-dessous d'un certain seuil, il n'y a pas de risque...

Ils font de la gestion par la dose, par le seuil d'exposition. Mais ça c'est contestable. On prétend que pour ce seuil, si on est un peu au-dessus c'est dangereux, mais un peu en-dessous il n'y a plus de danger. C'est difficile à croire, surtout qu'on sait maintenant qu'il suffit qu'une molécule s'insinue dans l'organisme pour que ça dégénère en cancer. Bien sûr, à des taux d'exposition faible il y a moins de risque. Mais dire que sous un seuil il n'y a pas de risque c'est problématique. Ce qui pose question pour les HAP c'est que le seuil acceptable d'exposition professionnelle vient d'une association de normalisation américaine. Ce seuil (appelé aussi valeur limite biologique qu'on retrouve dans les urines) est 6 fois plus élevé que la moyenne de la contamination globale de la population. Quelque part c'est un aveu, on a tous des HAP dans le sang parce qu'on est tous exposés aux pots d'échappement, aux rejets industriels, à la combustion de produits organiques. Ça pose question ! Les seuils sont eux-mêmes des

compromis, entre la santé et ce qu'on considère comme une exposition inévitable pour produire de manière capitaliste.

Ton usine a été construite il y a longtemps et, comme souvent, la ville a fini par la rattraper. Autour de la zone industrielle il y a des collectifs d'habitants qui luttent contre la pollution que représente l'usine. Comment c'est perçu parmi tes collègues? Que dit la direction?

Le patron, il menace carrément de délocaliser. La question du chantage à l'emploi dans la mondialisation ça prend un tour particulier. C'est une chose crédible parce qu'on fait partie d'un groupe multinational, qui a des sites dans le monde entier. Au niveau des travailleurs de l'usine il y a aussi une forme de chauvinisme d'entreprise, parce que quelque part « on étaient là les premiers ». Au niveau des riverains, il y a bien sûr des préoccupations légitimes, la santé des enfants dans les écoles à proximité, mais aussi des préoccupations un peu pécuniaires sur le prix du foncier et la valeur de ton bien. C'est pas terrible quand t'as la vue sur une usine qui crache de la cendre... Le cœur de la solution c'est de dire que les travailleurs qui sont dans les usines dangereuses, c'est les premiers exposés au risque. Du coup si on supprime le risque pour les ouvriers, on supprime aussi le risque pour les riverains aussi. C'est de ce point de vue-là qu'il ne faut pas voir de contradiction entre l'emploi ouvrier dans l'usine et la santé des riverains, des gens qui travaillent autour. Il faut donc poser la question de la manière dont on produit. On peut produire déjà de manière moins dangereuse, non dangereuse.

Là où les riverains ont raison c'est qu'il n'y a aucune transparence, l'entreprise fait ce qu'elle veut. Parce que l'entreprise c'est une féodalité, c'est pas une démocratie. Il y a le secret industriel, juridique. Ça crée une défiance légitime, c'est injuste que les gens qui habitent autour n'aient aucun droit de regard sur ce que fait l'usine, sur ce qu'elle produit, de la même manière que les gens qui y travaillent n'ont pas de droit de regard sur la production. La transparence, la connaissance permettent de savoir de quoi on parle, de contester le pouvoir des experts, qui peuvent tromper (amiante, Tchernobyl).

Produire autrement, mais aussi produire pour quel usage?

Oui, c'est clair, il faut poser la question de l'utilité de ce qu'on produit. Parce qu'on ne sait pas exactement nous-mêmes ce qu'on produit. Il y a des trucs identifiables, comme les plaquettes de frein. Mais aussi des pièces destinées à l'industrie aéronautique et manufacturière dont on ne sait pas exactement ce que c'est. Ce qui est sûr c'est qu'on produit pour des industries polluantes, dangereuses. Il faut se poser la question de leur utilité, est-ce qu'elles sont nécessaires socialement. Si on prend l'industrie pétrolière, le pétrole est indispensable dans un certain nombre de domaines, par exemple comme isolant électrique, en médecine (matériel, médicaments). Mais est-ce que le pétrole vaut la peine d'être brûlé dans des moyens de locomotion? Non.

Ça suppose de transformer la société ici mais aussi de mettre fin à la division entre les pays impérialistes et les pays de la périphérie qui sont exploités. Car à quoi bon fermer l'usine polluante ici pour la rouvrir ailleurs? La délocalisation des usines chimiques polluantes c'est aussi la délocalisation du risque, la délocalisation de la mort. On ne veut pas des usines près de chez nous mais on est quand même contents de tout ce que la production industrielle capitaliste de masse nous fournit comme confort quotidien, comme objets. Quand c'est produit en Chine ça nous pose moins problème. Nous on veut produire localement, que chaque pays puisse produire ce dont il a besoin dans la mesure du possible mais toujours en respectant la santé des travailleurs et des riverains.

Si on part du principe selon lequel la santé est la priorité absolue, on trouvera forcément les solutions, même si on ne pourra jamais réduire totalement la dangerosité du travail ouvrier. Mais si on part du principe qu'il faut concilier la santé avec les impératifs de la production capitaliste, y'aura forcément une limite à la protection de l'environnement et à la protection de la santé. L'économie est-elle au service des hommes, ou les hommes au service de l'économie? Pour le capitalisme, l'objectif est clair, c'est le profit. Et un certain nombre de tués, de blessés, d'empoisonnés sont inévitables, il suffit de respecter un seuil de tolérance!

LIRE

QUI A TUÉ LES VERRIERS DE GIVORS ?

PASCAL MARICHALAR

Éd. La Découverte 2017, 256 p., 22 €

4^e de couverture :

« Dans la petite ville de Givors, proche de Lyon, des hommes meurent les uns après les autres, emportés par des cancers à un âge relativement jeune. Leur point commun : ils ont travaillé pour produire des bouteilles et des pots à la verrerie qui a fermé ses portes en 2003. La compagne d'un verrier malade fait alors équipe avec un imprimeur à la retraite pour résoudre ce mystère. Ils comprennent vite que ce ne sera pas une enquête policière classique : c'est à eux de prouver qu'il y a eu un crime, et plus ils avancent vers la vérité, moins la justice semble disposer à juger les faits. Cependant, grâce à la force collective des verriers et de leurs soutiens, ils vont lever progressivement le voile sur un véritable scandale d'Etat. Ce livre est une enquête sur cette enquête. Avec les outils des sciences sociales, l'auteur analyse les procédures, les mensonges et les injustices qui font que tous les jours autour du monde des millions de femmes et d'hommes sont mis en danger impunément. »



L'auteur est sociologue et historien, chercheur au CNRS. Ce livre est excellent. Il décrit très précisément les conditions de travail, toutes les agressions chimiques, et les conditions de la lutte pour la reconnaissance des maladies professionnelles et de la faute inexcusable de l'employeur. Il montre l'importance d'un collectif ouvrier – l'association créée après la fermeture de l'usine – et l'importance de l'alliance ouvriers-intellectuels militants qui se noue autour de cette association et de cette lutte.

Il met le doigt sur les contradictions de la classe ouvrière. L'amour du travail (p. 57), la loyauté envers le patron (l'esprit d'entreprise), le virilisme qui fait accepter la dureté et les risques du travail, l'organisation patriarcale de la vie des familles (p. 59), mais aussi la ténacité dans la lutte des compagnes des verriers (p. 56). Il fait remarquer que les conditions de travail ne sont remises en cause systématiquement qu'après la fermeture de l'usine (p. 187).

Il apporte une explication à cette incroyable impunité dont bénéficient les responsables de dizaines de milliers de morts par maladies professionnelles, contre lesquels aucune plainte au pénal n'aboutit. A l'extérieur des usines, mettre en place un dispositif dangereux sachant qu'un pourcentage de personnes qui y entreront seront tuées, serait considéré comme un crime et passible du pénal. Pas au travail. La loi n'est pas faite pour ça. Et qui a fait la loi? Une volonté politique, celle d'une classe sociale.

Alors, une remarque pertinente est faite en conclusion, dans cette citation : « Obtenir réparation », écrit la sociologue Anne Marchand, « c'est obtenir confirmation que son activité professionnelle est bien à l'origine de cette maladie. (...) C'est aussi prendre conscience que la mort par le travail semble socialement acceptée, puisque réduite à une formalité d'assurance dans le cadre d'une législation spécifique » (p. 187). Un permis de tuer qui, parfois, coûte un peu d'argent...

Un bon livre, vivant, précis, et juste.

LE CAPITALISME C'EST LA CATASTROPHE, À BAS LE TERRORISME INDUSTRIEL !

Il y a 150 ans, les catastrophes industrielles et minières ne posaient pas le moindre problème social, de même que l'exploitation féroce des enfants ou l'effroyable mortalité ouvrière, c'était dans l'ordre – capitaliste – des choses. C'est encore le cas aujourd'hui dans les pays dominés d'ailleurs, qu'il s'agisse des mines officielles ou clandestines, des montagnes de déchets et débris, des plantations pourries de pesticides ou des catastrophes autour d'usines vétustes.

Et quand l'on constatait quelques effets indésirables, c'était vu comme la « rançon du progrès », progrès qui allait bien entendu porter le bonheur à l'humanité. Jusque dans les années 60/70, c'était le discours dominant issu de l'après-guerre et de la reconstruction des « 30 glorieuses », porté par toute la gauche réformiste en consensus avec la droite souverainiste, PS et PC réunis. Il a fallu le discours précurseur de l'écologiste René Dumont aux élections présidentielles de 1974 pour jeter un énorme pavé dans la mare du consensus du progrès soi-disant neutre.

Dès avant, il y avait eu des signes avant-coureurs, comme chez nous la rupture du barrage de Malpasset en 1959 avec 423 morts, et l'incendie de la raffinerie de Feyzin en 1966, avec ses 18 morts, 84 blessés et 1500 riverains touchés. Il y avait eu toutes ces pollutions dans le Tiers-monde, mais elles étaient alors peu connues.

A partir des années 70/80, à la fois les catastrophes industrielles se multiplient dans le monde entier,



elles sont mieux connues et elles commencent à inquiéter sérieusement des fractions de plus en plus larges de la population.

Là encore sans faire dans le catalogue insupportable, il convient de faire quelques rappels.

- Il y a toutes les catastrophes liées au pétrole, les plateformes pétrolières qui fuient, en Norvège, dans le Golfe du Mexique, en Amazonie ; les marées noires sur tous les océans du globe, les raffineries, les séismes liés à l'extraction des gaz de schistes etc.

- Les catastrophes nucléaires, de Three Miles Island aux USA (1979) à Fukushima (2011) en passant par Tchernobyl (1986) – en attendant les prochaines ?
- Les catastrophes de l'industrie chimique qui se multiplient dans l'actualité, en commençant par Seveso en Italie (1976), puis Bhopal en Inde (1984) et ses 8000 morts en trois jours (voir l'article en ligne sur le site de VP), AZF en 2001, les explosions dans les usines chimiques à Tianjin, Yangcheng, Sanmexia en Chine depuis 2015, des centaines de morts, Lubrizol en 2019 et bien d'autres évidemment à venir.
- Les catastrophes sanitaires et médicamenteuses de la Dépakine, du Distilbène, du Levothyrox, du Mediator, de la Thalidomide, des glyphosates, de la chlordécone, des pesticides de plus en plus sophistiqués (SDHI), des perturbateurs endocriniens, gaz à effets de serre, montagnes de déchets plastiques, tous ces scandales moins « spectaculaires », mais à bas bruit, tous issus de la chimie, sans compter l'amiante que l'on peut assimiler à ces désastres... Ainsi, selon l'OMS (chiffres de 2004, donc sans doute largement dépassés depuis 15 ans), les produits chimiques dans l'environnement ont provoqué la mort de 4,9 millions de personnes chaque année dans le monde, dont 375 000 exposés sur leur lieu de travail... Catastrophe invisible, puisqu'il s'agit de mort à petit feu de millions de victimes éparpillées, parfois des années après leur exposition...

- Et il y a tous ces effets insidieux qui dégradent peu à peu la vie quotidienne : la pollution pour la respiration, les perturbateurs endocriniens dans l'alimentation et les emballages, les additifs alimentaires qui provoquent diabète, obésité et autres etc. et dont on se rend de plus en plus compte.

Désormais, les catastrophes industrielles et sanitaires sont permanentes et partout. Le terrorisme capitaliste devient visible. Car si les catastrophes sanitaires ont existé de tout temps, la sécurité sanitaire a trente ans seulement, mais aujourd'hui, plus personne ne peut plus dire qu'on ne sait pas. Il faut d'ailleurs souligner à ce propos le rôle positif très important des moyens de communication, des ONG pour l'information et la transparence. Non, il n'y a pas de fatalité, seulement de la négligence et de l'inconscience pour le plus grand profit des capitalistes.

Aujourd'hui, avec les médias modernes, les progrès de la connaissance scientifique, la conscience écologique est bien plus élevée qu'avant. A nous d'en faire une conscience anticapitaliste !

LES QUESTIONS AUXQUELLES NOUS SOMMES CONFRONTÉS

- Le capitalisme est un **apprenti sorcier**, qui joue avec des produits, des molécules et des procédés de plus en plus complexes et de



Mémorial pour les victimes de la catastrophe de Bhopal, sur le mur : « La souffrance continue, la lutte aussi »

• Crédit : Luca Frediani

moins en moins contrôlés (ainsi dans la coulée continue en sidérurgie, pourtant fonctionnelle depuis des décennies, il y a des processus chimiques mal connus et instables qui peuvent évoluer en catastrophes). Il faut donc refuser dès le départ la mise en place de processus mal connus et mal contrôlés, et on connaît le problème (par exemple avec les méthaniseurs). Car toujours, toujours, le profit l'emportera sur la prudence pour nos exploités. Le mot d'ordre avancé par le NPA « Nos vies valent plus que leurs profits », est tout à fait correct.

- Cela suppose **la construction d'une expertise indépendante et ouvrière**, appuyée sur des experts (il y en a besoin !) contrôlés, en partant du point de vue des exploités. Car en face, la bourgeoisie a des armées d'experts, qui cachent tout, mentent comme des arracheurs de dents pour faire valider leurs projets, on le voit avec Monsanto. Aujourd'hui, par exemple sur tous les sujets de santé au travail et de toxiques chimiques, on n'en est qu'aux balbutiements de la construction de ce collège d'experts au service de la classe ouvrière. De plus, c'est toute l'information, toute la formation scientifique et politique qu'il faut bouleverser, afin que chacun soit capable d'avoir un avis et donc le contrôle sur sa vie : **tous rouges et experts !**

- On ne découvre qu'**a posteriori** la dangerosité de produits utilisés depuis des décennies (par exemple le pyralène, huile isolante des transformateurs, qui se transformait en dioxine à haute température, ou les pesticides). C'est la conséquence d'une caractéristique fondamentale du capitalisme : il est **aveugle sur le futur**, ne connaît qu'**a posteriori** dans la réalisation de la valeur d'échange la réalité des effets physiques dans la réalité matérielle. Donc il est obligé d'attendre la catastrophe pour corriger les effets « indésirables » qu'il constate alors ; c'est par exemple ce qui est en cours avec les nanoparticules qui se développent à toute vitesse hors de tout contrôle, ou la 5G dont les effets sont mal connus sur les organismes vivants.

- À l'inverse, pour être capables d'anticiper de nouvelles productions, produits, processus, il faut être capables de **planifier, d'essayer, de renoncer éventuellement** si les risques sont trop grands. Cela suppose une société non pas construite autour de la guerre économique

mondialisée et de la quête de la rentabilité maximale, mais sur la satisfaction des besoins réels et démontrés de la majorité de la population, des prolétaires au premier chef. Cela veut dire qu'on n'échappe pas au débat sur l'utilité sociale de la production envisagée ; et débat avant le début de la production, bien sûr. Est-il bien utile de produire des batteries jetables et polluantes ? des plastiques en masse ? des médicaments réservés à la bourgeoisie ? des déchets non recyclables ?

- **Le progrès neutre n'existe pas**, n'en déplaie au PC et à Lutte Ouvrière. **Le progrès est façonné** par la manière dont le capitalisme se développe, à la recherche de la rentabilité maximale dans la guerre économique mondialisée. Le principe que nous avons n'est pas un principe de précaution cher aux écologistes et réformistes de tous poils, c'est **un principe de méfiance**. Nous sommes anticapitalistes, donc nous **SAVONS** que les progrès techniques n'ont qu'un seul objectif la rentabilité maximale, et qu'en matière de chimie comme partout, le profit l'emportera toujours sur le risque, quel qu'il soit, même s'il doit y avoir encore des millions de morts silencieux.

- Le capitalisme à visage humain proposé par tous ces réformistes, plus les écologistes plus ou moins radicaux (Verts, Insoumis...) n'est qu'une plaisanterie qui va nous faire fracasser sur le mur de l'impuissance. **Imaginer une « chimie propre »**, sans parler de capitalisme, ça ne tient pas la route une seconde, chacun.e s'en rend bien compte.

Ce à quoi nous sommes confrontés, ce n'est pas une crise écologique, comme le prétend la pétition lancée par plus de 1000 scientifiques. Ce n'est pas une crise du risque qu'il faudrait apprendre à mieux gérer. C'est une crise en profondeur du mode de production capitaliste, c'est un problème général qui va s'accroître dans les années à venir, et qu'on ne va pas pouvoir traiter au cas par cas, même si tous les combats partiels sont bien entendus légitimes.

C'est la crise générale du capitalisme et de l'impérialisme, qui détruit l'homme et la nature.

Nous sommes Verts parce que nous sommes Rouges ! Sauf le pouvoir, tout est illusion !
Révolution anti-impérialiste !

CHLORDÉCONE : L'EMPOISONNEMENT SE DOUBLE DE

20



Cet article fait partie d'un abonnement payant. Merci de vous abonner pour sa parution.

QUAND INDUSTRIEL DOMINATION COLONIALE

Le chlordécone est un pesticide dangereux qui a été utilisé pendant des décennies pour les plantations de banane aux Antilles, et maintenu jusqu'à son interdiction en 1976 aux Etats-Unis et seulement en 1993 aux Antilles. Selon toutes les études, il faudra des décennies pour que les sols soient débarrassés de ce toxique, qui a touché avant tout les travailleurs de la banane, mais en fait encore aujourd'hui toute la population via les aliments locaux (légumes) et l'eau potable.

Comme pour l'amiante, l'utilisation de ce produit toxique a été maintenue alors même que sa dangerosité était connue depuis les années 60, pour le plus grand profit des monopoles de la banane.

Nous publions ci-après deux extraits.

L'un d'une déclaration de l'UGTM (Union Générale des Travailleurs de la Martinique) de février 2020, qui décrit les ravages de ce toxique.

L'autre d'une déclaration de l'UGTG (Union Générale des Travailleurs de la Guadeloupe) du 15 octobre 2019 lors d'une audition à une commission d'enquête parlementaire, par la voix de son représentant Elie Domota qui qualifie de crime d'Etat le maintien des autorisations pour ce pesticide.

DÉCLARATION DE L'UGTM

« Sachant que le chlordécone pénètre dans notre organisme essentiellement par voie orale lors de l'absorption d'aliments ou d'eau contenant du chlordécone.

Sachant que le chlordécone perturbateur endocrinien, toxique, polluant organique persistant n'a pas de « seuils de toxicité » et que toute présence détectée de chlordécone dans le corps, si minime soit-elle, présente un risque potentiel. (...)

Sachant que « S'il n'y a pas pour le chlordécone de seuil de toxicité, il existe des périodes de la vie où le risque est plus grand quel que soit le taux : grossesse, petite enfance, puberté, vieillesse ».

Sachant que toute présence de chlordécone dans le sang, le foie ou les graisses d'une femme enceinte peut avoir des conséquences majeures sur le fœtus qui peuvent se révéler plusieurs années après la naissance (prématurité, malformations cérébrales, perturbations endocriniennes, puberté précoce, cancer du sein ou de la prostate). (...)

Constatant que l'eau du robinet en Martinique contient des résidus de pesticides associés au chlordécone, au regard des conclusions de cette étude, elle ne devrait plus être utilisée par la population pour l'alimentation tant que ne sera pas atteint l'objectif zéro chlordécone.

Lé gran moun - Les personnes âgées, lé ti moun - la petite enfance, les femmes enceintes ou ayant des timoun ou souhaitant en avoir, les personnes hospitalisées ou accueillies dans les institutions médico-sociales sont concernées

en priorité. L'UGTM santé demande, à toutes les autorités (ETAT, COLLECTIVITÉS...), à toutes les directions d'institutions publiques ou privées recevant, hébergeant, prodiguant des soins à ces populations (écoles, crèches, assistantes maternelles, EHPAD, maisons de retraite, cliniques, hôpitaux...), que toutes les dispositions nécessaires pour que soit servie une eau potable sans chlordécone, ni pesticides, ni éléments pouvant présenter un risque à court, moyen ou long terme pour la santé soient prises de façon URGENTE.

L'eau du robinet ne devrait plus être utilisée dans ces institutions pour l'alimentation des personnes qui y sont accueillies et celles qui y travaillent tant que des dispositions ne seront pas prises pour atteindre le zéro chlordécone.»



DÉCLARATION DE L'UGTM

« Nous avons écouté très attentivement les propos de Monsieur Eric GODARD (Ancien délégué interministériel chlordécone), mais aussi ceux de Madame BUZYN (Ministre de la Santé) et de Madame GIRARDIN (Ministre des Outre Mer). Les propos de ces deux ministres confirment bien la volonté d'exonérer l'Etat français de sa responsabilité pleine et entière dans ce **CRIME**. Pour Mme BUZYN, il y aurait une part de responsabilité de l'Etat, mais nous serions plutôt dans un cas de « **responsabilité partagée** »; et même en présence de « **responsabilités locales pour faire pression sur l'Etat** » pour poursuivre l'utilisation du chlordécone. A son tour, Mme GIRARDIN a embrayé dans le même registre en parlant de « **responsabilité de l'Etat aux côtés des fabricants, des**

importateurs, des exploitants agricoles, des socioprofessionnels, des élus ».

Ces paroles sont indécentes, inacceptables et relèvent des bons vieux discours coloniaux qui s'apparentent à ceux des pédophiles qui cherchent à rejeter la responsabilité de leurs actes sur leurs victimes.

Ces paroles résonnent dans nos mémoires à l'instar de la loi du 30 avril 1849 qui va indemniser les esclavagistes et non les personnes réduites en esclavage.

Ces paroles résonnent dans notre chair à l'instar des crimes coloniaux perpétrés contre les Guadeloupéens notamment ceux relatifs aux événements de Mai 1967 en Guadeloupe; où l'Etat Français a commis un véritable massacre contre le peuple guadeloupéen et où ce sont les victimes qui ont été érigées en coupables.

NON, ce crime n'a pas débuté en 1993 mais bien en 1972, quand Jacques CHIRAC (Ministre de l'Agriculture et Ami des békés planteurs de bananes), au nom de la République Française, décide de violer les lois de la République Française en accordant une autorisation de mise sur le marché d'un produit interdit par la commission des toxiques depuis 1969.

S'en suivront alors une kyrielle d'autorisations ministérielles aussi illégales les unes que les autres et même une homologation ministérielle délivrée en 1986, là encore totalement illégale.

Si les lois de la République française avaient été respectées par l'Etat lui-même, ce scandale n'aurait jamais vu le jour.

NOUS SOMMES DEVANT UNE VIOLATION FLAGRANTE ET DELIBEREE DE LA LOI PAR L'ETAT LUI-MEME SINGULIEREMENT DE 1972 A 1993. »



GOUVERNER UN MONDE TOXIQUE

SORAYA BOUDIA & NATHALIE JAS

Éd. Quæ 2019, 124 p., 15 €

Le titre pourrait inquiéter : s'agit-il d'accepter un mode toxique en le gérant au mieux ? Or c'est exactement ce que dénoncent les deux autrices. Elles sont toutes deux historiennes et sociologues. Elles datent les faits par décennies – « années 1960, années 1970... » - entre 1945 et aujourd'hui. Et derrière une fine connaissance des institutions et des problématiques, sous une forme d'étude universitaire, elles exposent une vision clairement révolutionnaire.

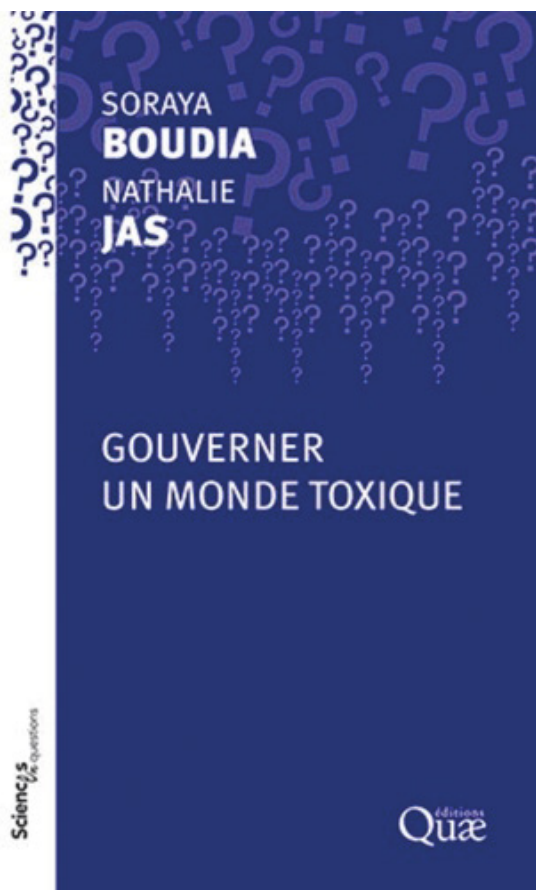
En trois parties relativement chronologiques, elles distinguent : la maîtrise, le risque, l'adaptation. C'est-à-dire d'abord une prétention à empêcher les catastrophes et les dégâts ; puis une volonté de déterminer des niveaux de risques acceptables, des « seuils » permettant de poursuivre l'activité polluante ; enfin, récemment, des méthodes pour faire accepter un environnement durablement toxique.

Bien que centrée sur les USA et l'Union européenne, l'étude souligne que les principales victimes sont les populations les plus pauvres, et que la délocalisation des industries dans des pays « moins regardants » a accompagné les progrès des réglementations « internationales ».

« Il n'existe aucun dispositif comparable au GIEC », rappellent-elles, « traitant du réchauffement climatique, qui ait pu produire des connaissances aussi abouties sur les effets systémiques des pollutions chimiques globales et ce, alors même que ces pollutions globales sont considérées par certains experts, au même titre que le changement climatique, comme menaçant potentiellement les possibilités de la vie sur Terre » (p. 22).

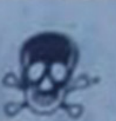
De plus, on constate « la présence de substances chimiques exogènes dans les organismes humains, même ceux de personnes ayant des vies très saines » (p. 25).

Finalement, « gouverner un monde toxique », c'est ce que nous contraindra à faire le « capitalisme », même si on met fin à « ses capacités destructrices » (p. 7).



TOXIQUES COMMENT S'EMPAPER

24



BIENVENUE

EN ZONE TOXIQUE

CHIMIQUES : DE CE COMBAT ?

On l'a vu dans ce bref dossier, le problème est énorme.

La chimie est partout, avec de plus en plus de molécules de plus en plus complexes, de moins en moins contrôlées, qui envahissent tous les domaines de la société, tous les aspects de la vie, au travail ou dans la vie privée. Pas moins de 71% des substances chimiques fabriquées en Europe présentent des lacunes en matière de tests ou d'informations sur leur dangerosité éventuelle, selon un rapport de l'Agence européenne des produits chimiques (Echa). Comme plus de 100 000 produits chimiques divers ont été mis en circulation dans le monde, combien sont toxiques CMR et PE (cancérogènes, mutagènes, reprotoxiques, et perturbateurs endocriniens)? Difficile à dire. Une seule certitude, le problème est énorme.

Les cancers continuent à se multiplier, les ouvriers meurent jeunes, les problèmes de fertilité sont de plus en plus nombreux, des enfants naissent avec une seule main, certains développent une leucémie dès l'âge de l'école maternelle, etc. Et on ne sait pas d'où ça vient! Car une recherche des causes nous conduirait à inculper... tout un mode de production! Alors la médecine peut rester un secteur capitaliste parmi d'autres.

LES CAPITALISTES S'APPUIENT SUR UNE COMPLEXITÉ CROISSANTE

Nous sommes désarmés, les effets apparaissent parfois des années, des décennies après l'exposition. Comment prouver la cause de la maladie ou du décès? Voilà des années, des décennies que les

ouvriers, les riverains, se battent contre l'amiante (produit naturel, bio et durable!!!). Voilà des années que les ouvriers de Goodyear, des verriers de Givors, ou d'autres (voir l'interview du dossier) se battent contre les HAP. Aller en justice? Un combat sur la durée, sans garantie et quasi perdu d'avance si on est seul.e, or on est souvent isolé...

Le patronat s'appuie sur cette difficulté à prouver, sauf exception, pour continuer à faire tourner son système d'exploitation des travailleurs, de pillage de la nature, de croissance (du capital) et de concurrence (entre capitalistes). Et quand en plus il a l'oreille du gouvernement qui supprime en 2017 les toxiques chimiques des facteurs de pénibilité... au prétexte de la complexité!! Il vaut mieux ne rien faire...

Le risque de la paralysie est bien réel, d'autant que nombre de réformistes se refusent à critiquer le principe de ce fameux progrès supposé neutre...

LA PREMIÈRE CHOSE À FAIRE

A un système qui est une guerre économique mondialisée – c'est la concurrence –, qui ne fonctionne qu'en croissance permanente – il faut ajouter impérativement du profit au capital –, qui doit donc mettre sur le marché des produits toujours nouveaux sans mesurer au préalable leur dangerosité, puisqu'aussi bien il pratique l'exploitation des hommes et le pillage de la nature, à ce système **on oppose d'abord la résistance.**

Résistance des associations victimes de l'amiante, des victimes de Bhopal ou AZF ou les riverains de Lubrizol. Ou de manière inédite et plutôt d'avant-garde, l'unité des syndicats d'une usine chimique et des riverains de la zone pour combattre les toxiques chimiques et médicamenteux. C'est le cas sur la zone industrielle chimique de Mourenx (dans les Pyrénées atlantiques, à côté de l'ancien gisement de gaz de Lacq), où l'usine SANOFI fabrique la Dépakine, un des nombreux scandales médicamenteux sanitaires du moment. Dans l'unité, la CGT et les associations environnementales de riverains combattent les risques chimiques de l'usine, comme on peut le voir ci-dessous dans l'article de Sud-Ouest du 18 février. Ici, les locaux ont surmonté la vieille division entre les syndicats (défendre l'emploi à tout prix, en fermant les yeux sur les risques) et les riverains (demander la fermeture de l'usine), pour construire une unité solide, base d'une opposition de classe.

Ensuite, on ne peut opposer que le projet d'un autre système et il faut éviter le piège du capitalisme vert, autrement dit l'écologie des écolos. C'est une forme – assez nouvelle – du réformisme. Récemment¹, près de 1000 scientifiques de toutes disciplines appelaient à « changer radicalement notre modèle économique et productif » face à ce qu'ils caractérisent de crise écologique. Mais lisez bien le début de la phrase : « Ils exhortent les responsables politiques à changer radicalement... ». S'il s'agit des responsables actuels, ou de leurs semblables, nos scientifiques peuvent « exhorter » pendant longtemps. Soyons clairs : il va falloir remplacer les responsables actuels par des nouveaux, et des nouveaux très différents. Plutôt ouvriers que banquiers, et plutôt communistes que capitalistes.

Mais remplacer des responsables ne suffira pas.

Sanofi-Mourenx fait converger le

BÉARN Une cinquantaine de personnes, salariés et défenseurs de l'environnement, ont manifesté hier devant la plateforme Sobegi, symbole de l'industrie polluante

« On oppose souvent la protection de l'environnement à la protection de l'emploi, mais notre combat est le même : on ne travaille pas pour polluer. Et protéger les salariés de la plateforme, c'est aussi protéger les riverains. » Saïd Akrim, délégué syndical chez Sanofi Chimie, avait fait le déplacement depuis la région parisienne, hier, pour rejoindre la manifestation devant la plateforme chimique Sobegi de Mourenx, où les salariés de l'usine produisant la Dépakine sont en grève depuis 118 jours.

Une manifestation qui aurait pu ressembler à n'importe quelle mobilisation du mouvement social, avec ses gilets rouges de la CGT, ses gilets jaunes, ses insoumis... À ceci près qu'elle réunissait également

les associations environnementales (Sepanso 64 et France nature environnement), et les associations de riverains et de victimes de scandales sanitaires (Dépakine, bien sûr, mais aussi Levothyrox). Tous étaient conviés par le mouvement Alternative non violente COP-21 d'Oloron-Sainte-Marie (64), venu exhiber le portrait du président Emmanuel Macron, dérobé début février à la mairie de la sous-préfecture.

« Collusions »

Les manifestants, surveillés – et photographiés – par les forces de l'ordre, ont sorti balais, masques et serpillières pour symboliquement « nettoyer la République des pollueurs, qui par la collusion entre le

gouvernement actuel et des laboratoires pharmaceutiques fait peser des risques inacceptables sur l'environnement, la santé des riverains et des ouvriers de l'usine ». Référence à la proximité affichée entre le plus haut sommet de l'État et les dirigeants de Sanofi, qui a vu Serge Weinberg, le président de Sanofi, fait commandeur de la Légion d'honneur le 1^{er} janvier dernier.

Cathy Soubles, de la Sepanso 64, a rappelé les faits : les rejets toxiques hors normes depuis plusieurs décennies, les mises en demeure et arrêtés non respectés, les études sanitaires qui tardent, le torchage (brûlage des déchets) qui se poursuit... Elle a précisé qu'une plainte contre Sobegi, l'exploitant de la plateforme, devait être exa-

À PARTIR DE LÀ, IL FAUT VOIR NOS LIMITES

On ne changera pas le mode de production si les producteurs eux-mêmes ne changent pas. C'est-à-dire nous tous. Or nous partons de loin. Nous devons tous devenir communistes écolos ! Verts parce que rouges ! Et nous débarrasser de plusieurs erreurs qui nous ont été enseignées comme « évidentes » depuis des décennies.

• **Contre l'économisme.** Ne demander aux travailleurs que la lutte économique immédiate, la lutte pour un meilleur emploi, un meilleur salaire. L'économisme, c'est même le volontariat pour le travail en équipe, le travail de nuit, du dimanche, ou avec des produits chimiques dangereux, en échange d'une petite prime, parce que « ça paie » ! Ou défendre l'usine et la production parce que c'est la défense de l'emploi, au lieu de la défense de l'emploi des travailleurs ET

la critique de la production polluée et polluante liée à la recherche du profit avant tout. L'emploi et le salaire, c'est nécessaire, mais pas suffisant ! Le combat à Mourenx est un exemple à suivre.

• **Contre le communisme simpliste,** qui ne demande que le partage des richesses (voir les mots d'ordre du NPA, de LO, du PC, des Insoumis etc. sur un « meilleur partage des richesses »). Sans se soucier de la manière dont ces richesses ont été produites. Il y a un siècle et demi, Marx écrivait déjà : « C'était de toute façon une erreur que de faire tant de cas de ce qu'on nomme le partage, et de mettre sur lui l'accent. A toute époque, la répartition des objets de consommation n'est que la conséquence de la manière dont sont distribuées les conditions de la production elle-même. Cette distribution est un caractère du mode de production lui-même. »² Réclamer le partage des richesses est

es colères



Cathy Soubles, de la Sepanso, au cœur de la lutte. PHOTO QUENTIN TOP

minée au tribunal lundi, et clamé devant les salariés que l'association n'avait « jamais demandé la fermeture des usines ». « Que ce soit clair : nous défendons l'environnement et la santé de l'homme dans son environnement, y compris au travail. La plupart des entreprises

ici sont des multinationales et ont tout à fait les moyens de maîtriser leurs émissions. Si l'on veut un bassin de Lacq attractif en termes d'emploi, il faut être irréprochables sur ce point. Le temps du chantage à l'emploi est révolu. »

Gabriel Blaise

une première aspiration au communisme. Mais tout juste un tout petit point de départ.

D'abord, parce qu'on ne veut pas un « partage » des richesses, mais « TOUTES » les richesses : quoi, on va accepter de « partager » avec nos exploités ? La belle blague. Ensuite, parce que quand bien même on obtiendrait un « meilleur » partage, et aussi la diminution énorme des inégalités, on ne supprimerait pas l'exploitation. Si on réduit l'écart des salaires de 1 à 30 aujourd'hui, à 1 à 3 demain, ça sera bien sûr un gros progrès, mais si l'ouvrier.e reste ouvrier.e à la chaîne, la machine ou au nettoyage, si la pénibilité et les intoxications chimiques demeurent, avec le cadre ou le technicien à réfléchir dans le bureau, on maintiendra la production capitaliste, la division intellectuelle et sociale du travail – et donc au final l'exploitation. La fin de l'exploitation, c'est 1) une répartition équitable des richesses 2) la fin de la division sociale du travail – et donc le bouleversement complet du processus de production : tous manuels, tous intellectuels !

• **Le progrès neutre, ça n'existe pas.** Le « progrès », c'est en fait le développement technique des forces productives, dans un contexte bien précis, celui de la domination des rapports de production capitalistes. Donc, la chimie aveugle, les plastiques, les priorités retenues parmi les médicaments, le nucléaire, la voiture électrique, les panneaux solaires, les éoliennes, tout cela, rien n'est neutre. Tout doit être interrogé, discuté, critiqué. Jusqu'à la science elle-même, dont les priorités et les choix ne doivent rien au hasard, façonnés par la société capitaliste. Elle aussi est « polluée » par la domination capitaliste. Pour les communistes que nous sommes, déjà le progrès ce n'est pas la version matérialiste-productiviste-consumériste qu'on nous propose. Et il est intéressant de voir que tout le débat sur le confinement, et l'arrêt des « productions non essentielles » a été important autour de la pandémie du Covid-19 : diable, il y aurait donc des productions « non essentielles », peut-être comme la publicité, l'armement, ou les toxiques dans l'alimentation ? Pour nous, le premier progrès, c'est la transformation des rapports sociaux, des rapports humains entre eux, des rapports entre l'homme et la nature. C'est la définition de la priorité à la collectivité, et pas à l'individu, qu'il s'agisse du plan personnel et idéologique, du plan économique ou du plan politique. Le « progrès communiste », cela existe. Et probablement il sera toujours contradictoire, entre

effets principaux positifs et effets secondaires négatifs (il faut arrêter de rêver au progrès idéal, sans aucun effet négatif...). Mais il sera d'abord conscient, choisi et débattu collectivement, contradictoirement, prudemment – et ce sera particulièrement le cas pour un secteur à risques comme la chimie. Ce sera sans doute moins rapide car les décisions prendront plus de temps à se prendre, mais ce sera plus sûr, et collectivement décidé et donc accepté...

• **Tous rouges, tous experts!** La société est de plus en plus complexe, et le capitalisme sait en jouer pour maintenir sa domination. La division sociale du travail s'accroît tous les jours, et la connaissance se concentre dans de moins en moins d'experts, eux-mêmes de plus en plus spécialisés. Il nous faut récupérer cette connaissance, le contrôle sur NOTRE vie, refuser absolument que ce soit ces experts ou d'autres, même très radicaux qui prennent la parole en notre nom. Une des tâches militantes c'est de comprendre collectivement, à l'image des Verriers de Givors, des locaux de Mourenx, des riverains de Fos sur Mer, des habitants de Rouen voisins de l'usine Lubrizol. En se faisant sans doute aider d'experts scientifiques formés par le capitalisme, mais avec l'objectif d'être capables, par nous-mêmes, de formuler des avis (politiquement et scientifiquement) compétents. Tous rouges, tous experts ! C'est comme ça qu'on arrivera à imaginer le progrès communiste !

• **Contre l'écologisme simpliste**, qui pense qu'on peut supprimer toute contradiction entre l'homme et la nature, qu'on peut vivre humainement sur la planète sans la modifier. Une écologie intégriste qui s' imagine régler les problèmes en supprimant les progrès techniques, en revenant en arrière. L'homme n'est apparu dans l'histoire de l'humanité qu'en transformant la nature – et c'est même comme cela qu'il est apparu comme être humain, qu'il s'est distingué de l'animal (Marx avait discuté dans un texte célèbre des différences entre « l'abeille la plus industrielle » et « l'architecte le moins doué »). Aujourd'hui, il est vain d'imaginer supprimer le modernisme et la chimie, mais par contre la nature doit être respectée, préservée, et les processus productifs qui doivent devenir « soutenables », c'est-à-dire sans gaspillage et en garantissant la reproduction au fil du temps. Et ce sont les hommes et les femmes eux-mêmes qui doivent être les premier.e.s respectés.

• **Et contre le nationalisme.** Si vous pensez que la voiture électrique (par exemple la Zoé de Renault) est un progrès écologique, c'est que vous n'avez pas remarqué que la majeure partie de sa pollution est délocalisée dans les pays dominés. C'est la planète dans son ensemble qui est polluée, ce n'est pas la France, le deuxième nuage radioactif de la forêt en feu autour de Tchernobyl est encore là pour le vérifier ! Et sur cette planète, la France est un pays impérialiste. Aujourd'hui, l'écologie communiste – ou le communisme écologique – n'a de sens que mondialisé et internationaliste, et donc les liens doivent être renforcés partout sur la planète, avant tout avec les communistes des pays dominés, ceux qui souffrent le plus de la domination impérialiste (pillage des matières premières, désastres écologiques etc.), le plus souvent du fait de l'intervention des monopoles de nos propres pays, Total, Sanofi, Arkema et autres.

Ajoutons :

• **Contre le machisme et le patriarcat.** Un homme « qui est un homme » n'a pas peur de l'effort, du danger et de la souffrance. Il a une âme de guerrier, des grosses c... ! C'est ainsi que l'on accepte n'importe quelles conditions de travail, c'est une idéologie archaïque et réactionnaire assez répandue dans le monde ouvrier, et qu'il faut combattre. Comme par hasard, très souvent, ce sont les femmes qui sont à l'avant-garde du combat contre les risques industriels capitalistes, comme les veuves de l'amiante, les grand-mères qui veulent préserver leurs petits-enfants de la pollution etc.

EN CONCLUSION DE CETTE CONCLUSION...

Le problème de la pollution et des toxiques chimiques ne commencera à être résolu que lorsqu'il sera attaqué à la racine. Cette racine, ce n'est pas le problème de la transformation de la nature, c'est celui de sa transformation capitaliste. Il faut remplacer d'urgence le primat de la valeur d'échange – la loi du fric – par le primat de la valeur d'usage – les besoins, à commencer par ceux qui sont le plus dans le besoin. Il faut supprimer progressivement puis totalement la valeur d'échange, rendre les services gratuits. L'humanité étant alors une communauté libre d'hommes libres et conscients, tout se passe comme dans une famille, où les parents ne facturent pas à leurs enfants les biens et services qu'ils leur donnent.

Ce n'est pas un hasard si, à VP, nous sommes attachés aux questions des produits toxiques, des conditions de travail, de la pénibilité. C'est d'abord que notre vie à tous est en jeu. C'est aussi que ces questions obligent à sortir des rapports capitalistes ordinaires, dans lesquels il est normal que l'ouvrier revendique un emploi et un bon salaire. Elles posent le problème du mode de production, d'une révolution totale à faire, et des limites des combats ouvriers actuels. Ces questions apportent un plus révolutionnaire, ouvrent la porte d'une perspective communiste.

Posez et posez encore la question des produits chimiques et des conditions de travail !

.....

1 Appel paru dans Le Monde du 21 février 2020.
2 Critique du programme de Gotha, 1875.



.....
Manifestation des victimes de l'amiante (05/10/15) • Crédit : Lutte ouvrière 94

INTERVIEW RADIO

Cet article est extrait d'une interview de camarades de l'OCML-VP dans l'émission radio « Vive la Sociale » du 16 janvier 2020 sur Fréquence Paris Plurielles (FPP).

E., retraité de la chimie, et N. ouvrier gréviste de la RATP, nous parlent des AG interpro, de la difficulté du débat de fond, de l'importance des collectes de soutien, de la faible participation du privé, des revendications, de la pénibilité et pourquoi c'est si important dans les mots d'ordre, etc.

L'interview est disponible en intégralité sur le site de l'émission :

<http://vivelasociale.org/les-emissions-recentes/139-penibilite-et-reforme-des-retraites>

La réforme des retraites est dans les choux, mais elle n'est pas officiellement enterrée, juste suspendue. Si même des députés LREM disent qu'il faudrait l'abandonner, c'est pour mieux la faire passer dans le 2e quinquennat de Macron! Le sujet de ce texte, c'est comment des communistes participent à un mouvement de lutte gréviste.



SUR LES RETRAITES

UN NOYAU DÉTERMINÉ MAIS UNE GRÈVE QUI PEINE À S'ÉLARGIR

N : Le mouvement, ça descend, ça monte, mais il ne faiblit pas du tout. Les gens ont une détermination qui n'a pas faibli mais les contraintes financières sont fortes, alors il y a un turnover. On en est à 42 jours. Moi perso j'en suis à 27, je vais avoir en février une paye de 0 euros. C'est un rappel à la réalité ouvrière, il faut payer son loyer. Donc on essaye de trouver une solution, c'est du travail, c'est long. On va arriver à des moments forts. La détermination elle est là, on lâche pas, on veut pas de cette réforme. Sur ce point-là on est tous OK.

E : Il y a de la rage, dans le noyau actuel de grévistes, à la RATP, à la SNCF chez les enseignants. C'est l'accumulation de tout ce que le gouvernement a fait pendant plusieurs années. Le suicide de Christine Renon (directrice d'école à Pantin) pour les enseignants, ça passe pas. Mais dans l'industrie privé, ça ne démarre pas vraiment. Pour l'instant, de manière dure, il y a les raffineries, les portuaires, les dockers, mais c'est un mouvement de 3 jours, on va voir si ça va durer. Après y'a d'autres mouvements qui viennent se greffer dessus, les avocats, les pompiers.

Dans les cortèges, les manifs, il y a des grosses délégations (PSA Mulhouse par exemple), plus large que le noyau militant mais pas encore massif. La grève dans les raffineries a un poids réel sur l'économie, mais y'a pas de pénurie...

Sur les AG interpro, y'a pas de privé, ou presque. Il y a des incompréhensions, les gens du public ne comprennent pas bien comment ça se passe dans le privé, et inversement.

N : Dans les AG on entend souvent «Oui, il faut que les gens du privé sortent». Mais les gens du privé, ils sont dans les manifs. Le problème du privé c'est que ça n'a pas le même impact. Tu fais une journée de grève, tu peux te retrouver le lendemain avec une lettre de licenciement. C'est ça la réalité, et c'est ça qui est difficile à faire comprendre dans les AG.

Si on veut pouvoir avancer, organiser, structurer, il faut des coordinations, mais qui se mettent d'accord, qui débattent pour rechercher l'unité. Souvent, y'a 15 revendications mais pas de débat. Pourquoi cette revendication plutôt qu'une autre ?

E : Par exemple, pourquoi on devrait être pour le maintien des régimes spéciaux ? Qu'est-ce que ça veut dire ? L'idée des régimes spéciaux c'est une contrepartie à la pénibilité. Les égoutiers, ils pataugent dans notre merde et ils ont une espérance de vie inférieure de 17 ans à la moyenne. Donc ils partent plus tôt à la retraite. On est donc pour la défense des régimes spéciaux, mais pour l'étendre à tous. Nous on est une petite organisation, on n'a pas la prétention d'arriver et de dire «nous on a la bonne plate-forme et il faut la prendre». C'est pas comme ça que ça se passe. Mais par contre on a des orientations, il faut en

discuter. La retraite, en général, c'est la contrepartie à la fatigue et à la souffrance au travail de l'exploitation capitaliste. C'est un truc de base. Ça touche les cheminots, les enseignants, le privé, et ça permet de faire l'unité, justement. Cette fameuse unité qu'on a du mal à construire...

LES AG INTERPROS

N : Les AG interpro, c'est très important, la clé du mouvement. Mais c'est pas évident de structurer les AG. Elles prennent essentiellement des décisions sur l'action. Il faudrait pouvoir voter des commissions, par exemple. Qu'est-ce qu'on fait, où est-ce qu'on va? On est là pour virer la réforme des retraites, mais aussi la société. Il manque des coordinations, des structures. De décisions connues et appliquées par tous.

Il faut aller à l'encontre de ce qu'on nous oblige à être, des ouvriers dociles. A la RATP, le climat est très dur, avec l'ouverture à la concurrence qui se profile et la répression syndicale hallucinante. Donc on se retrouve à des piquets de grève où les gens ne veulent pas parler, c'est «Action!».

E : Les AG interpro, je trouve que c'est positif. C'est pas nouveau, ça date des mouvements précédents (loi El-Khomri, loi travail, retraites 2010). Mais il y en a plus qu'avant, et ils fonctionnent. C'est le levier à saisir pour l'élargissement. Les limites c'est que ça repose souvent sur les enseignants, c'est eux qui font le nombre. Se sont agglomérés, les cheminots, la RATP. Au niveau syndical, c'est Solidaires et la CNT qui l'ont impulsé, mais ce qui est un petit peu nouveau c'est que dans certains endroits il y a des syndicats CGT qui commencent à y participer. La CGT a toujours été très hostile à ce type de structures, plus habituée au syndicalisme vertical et bien raide. Les AG interpros se développent dans le temps, en s'appuyant sur l'expérience accumulée. On retrouve un truc qui ressemble aux Gilets Jaunes. Les GJ sont présents dans les AG interpros, et ils peuvent avoir des positions plus radicales que le reste de l'assemblée, plus globales. Mais ils ont développé une activité complètement désorganisée, ils n'ont pas réussi à s'organiser.

N : Sur ce mouvement il y a des salariés qui sont contre les syndicats. Il y a une cassure énorme entre les directions syndicales et la base. Y'a comme si on essayait de répartir sur quelque chose, mais sans les bureaucrates.

L'ENQUÊTE DE VP

N : Dans les AG, on est pris par le mouvement, c'est beaucoup «action, action, action». C'est normal, on est ouvriers, la grève a un impact sur notre vie, direct. Il faut taper fort parce qu'on nous oblige à le faire. Ça ne laisse pas beaucoup de place à discuter. La police nous entoure, nous bouscule. Alors on s'est dit : « comment on va pallier à ça? »

E : C'est super difficile de discuter politique au fond. Il faut que la grève tienne, être actif, tenir le piquet. Il faut organiser le combat, faire les collectes. Mais on ne peut pas en rester là. Faire des tracts? Mais s'ils ne sont pas lus ce n'est pas très intéressant. Donc on veut faire une enquête, interactive, aborder les grévistes, les gens qui se posent les questions, d'échanger. Objectif c'est de stimuler un débat.

N : Aujourd'hui, dans la CGT, dans le militantisme, il n'y a pas d'enquête, pour savoir vraiment, qu'est-ce que pensent les gens? Les questions qu'on a posées, c'est des questions basiques, mais ça parle aux masses.

E : C'est une vieille pratique de VP. On va écouter ce que les gens disent. Ça nous permet en même temps de proposer nos positions, et dans la discussion, d'avancer. Mais ça ne peut pas se faire, en remplissant un questionnaire par écrit. Il faut une relation directe. On découvre des choses. Par exemple, le mot pénibilité, y'a plein d'ouvriers de travailleurs qui ne comprennent pas ce mot. Nous on pensait que c'était acquis. Par contre si tu leur parles fatigue et souffrance au travail, là, pouf, direct, ça tilte. C'est ce genre de chose que l'enquête permet de comprendre. Dans le dernier autocollant qu'on vient de faire, on parle de fatigue et de souffrance au travail.

LES QUESTIONS DE L'ENQUÊTE VP

Pourquoi a-t-on une retraite?

Une retraite universelle où tout le monde part au même âge, est-ce que c'est juste?

Qui décide des conditions de la retraite (âge de départ, nombre d'années de cotisations, calcul de la pension...)?

Les retraites sont financées par les cotisations sociales qui sont une partie des richesses créées par notre travail. Alors pourquoi ce n'est pas nous qui décidons de la retraite qu'il nous faut?



FATIGUE ET SOUFFRANCE AU TRAVAIL

E : Y'a eu une négociation en 2007 avec les syndicats sur la pénibilité. A l'époque, grosse campagne de la CGT, dynamique, punchy. Mais le MEDEF a claqué la porte en 2008. L'idée c'était de reconnaître le fait que le travail, l'exploitation capitaliste, ça abîme. A l'époque il y avait une série de thèmes de pénibilité, y'avait 10 critères. Avec derrière l'idée que ça pouvait ouvrir le droit à des retraites anticipées. Quelque part c'est déjà un peu ça les régimes spéciaux (égoutiers, cheminots, etc.). Sous Hollande il y a eu le compte de prévention de la pénibilité mais qui a été mis en place de façon dégradée. C'est individuel et pas collectif. Ça passe par des commissions de Sécu Sociale, on gagne des points, par un mode de calcul de seuil. 6h de marteau piqueur par jour pendant 200 jours pour avoir droit à partir 2 ans plus tôt... Tu meurs avant. Des professions sont exclues, les femmes de ménage avec les toxiques chimiques, les postures pénibles...

E : Macron quand il est arrivé, il a dit, le «travail n'est pas pénible». Il a supprimé 4 critères du C3P (Compte personnel de prévention de la pénibilité) : Les toxiques chimiques, (qui ne concernent pas que la chimie mais aussi la santé, le nettoyage, la construction, le bâtiment, etc.) c'est énorme! Les aides-soignants, les agriculteurs, bref... Les vibrations, les ports de charges lourdes et les postures dangereuses aussi. Parce que ces critères-là, c'est plusieurs millions de personnes concernées. Au max les gens

se retrouvent avec 2 ans d'anticipation de carrière. Un égoutier qui part à 52 ans devra partir à 64. Jules Guesde¹ disait en 1910 : «nous ne voulons pas de la retraite des morts». On en est là. Pas seulement pour les ouvriers. La pénibilité, elle a aussi pris une forme spécifique qui s'appelle la souffrance au travail et le harcèlement moral qui a produit des suicides de cadres en rafale à France Télécom.

Les moyens techniques, ils existent pour inventer des nouveaux engins, qui seront peut-être plus chers, moins performants. Y'a des usines qui tournent H24. « Oui mais tu comprends, on ne peut pas faire autrement » Bah si! On peut mettre les usines en veille, on ne produit plus la nuit. Y'a pas une contrainte technique obligatoire, on a choisi le fait que c'est bien plus rentable de tourner toute l'année. Depuis 2008 plus personne n'en parle, la CGT a abandonné le combat sur la pénibilité.

N : T'es fatigué, t'as des douleurs aux mains. On trouve que c'est normal de rentrer chez soi, d'être crevé et de ne pas pouvoir jouer avec ses gamins parce qu'on est rincé par le taf. Mon père me disait « Non, le travail c'est pas fatiguant ». Il était conducteur d'engins, il a eu deux opérations des épaules, le dos éclaté avec une sciatique. On se construit avec ça. C'est une fierté de dire « Je ne suis pas fatigué ». Alors que non, c'est pas normal d'être fatigué en rentrant du boulot. La différence

.....
¹ (1845-1922) Dirigeant politique du mouvement ouvrier de tendance marxiste, sous la III^e République.

**SOUFFRANCE, FATIGUE, PRÉCARITÉ...
APRÈS UNE VIE USÉE PAR L'EXPLOITATION CAPITALISTE,
UNE VRAIE RETRAITE POUR TOU.TE.S,
SANS CONDITIONS !**



**POUR TRAVAILLER TOU.TE.S, MOINS ET AUTREMENT,
RÉVOLUTION PROLÉTAIRE ET ANTICAPITALISTE !**

LA « RETRAITE » QUE NOUS VOULONS

E : Y'a un tract que j'ai vu dans les manifs : «La retraite, un moment de solidarité qui échappe au capitalisme», écrit par l'UCL (Union Communiste Libertaire). Quand t'es retraité avec 1000 balles, jeté comme un chiffon qui sert à rien dans une société de merde, comment dire... On pourrait imaginer une société où le mode de production soit complètement bouleversé. On supprime les productions inutiles, au hasard la publicité, l'armement, la production nucléaire, etc. On recompose le travail entre travail manuel et intellectuel, y'a pas d'un côté les chefs qui décident et les ouvriers qui exécutent. Il n'y a plus de pénibilité, on se donne les moyens de modifier le processus de production, plus de travail à la chaîne, plus de travail de nuit. A ce moment-là, la question de la retraite elle prend un autre sens. Dès aujourd'hui on peut le voir, les politiciens, les

journalistes, les comédiens, ils ont des belles vies. Ça se passe bien pour eux, c'est enrichissant, et ils travaillent jusqu'à 80 ans ! On pourrait imaginer une retraite qui aille doucement, plus on avance en âge, plus on est fatigué, ça y'a pas de mystère. Et avec le déclin on travaille moins. Comme les paysans le faisaient dans le temps. On fait de la formation pour les jeunes, on est retiré des travaux les plus physiques. On apporte son expérience, sa mémoire. Mais ça suppose d'en finir avec le capitalisme. Le capitalisme, c'est pas une répartition de richesses, c'est un mode de production, structurel.

LE MOT DE LA FIN...

N : Merci à toutes les femmes qui viennent sur nos piquets de grève. Nous en tant qu'ouvriers, en tant qu'hommes, on ne gagnera pas si les femmes n'y vont pas. Pour tous les gars qui m'écoutent, ouvrez les yeux, occupez-vous des enfants, faites à manger, laissez vos femmes aller sur les piquets de grève. Cette réforme-là elle attaque les femmes durement, par le biais des carrières incomplètes, les femmes vont déguster méchant.

→ Voir le bulletin Partisan n°33 consacré au conflit sur les retraites, sur ocml-vp.org

LUNA ROJA (ÉQUATEUR). 25/11/2019 MESSAGE À L'OCCASION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



35

On a trop souvent la tendance à réduire le mouvement féministe à son développement dans les pays occidentaux, Etats-Unis et Europe.

Or le développement du féminisme a correspondu à une époque bien précise, celui de l'apparition de la démocratie bourgeoise peu à peu dans tous les pays du monde et il s'est également divisé en multiples courants libéraux, radicaux, culturels, anarchistes ou classistes. Des théoriciennes ont surgi dans les pays dominés (par exemple Anuradha Ghandy, dirigeante du Parti Communiste d'Inde maoïste), des organisations s'y sont construites partout – avec une orientation quelque peu différente, où le combat antiimpérialiste est au cœur.

Nous publions ci-après la contribution de l'organisation féministe Luna Roja (lune rouge) d'Équateur, liée au Movimiento Vientos del Pueblo, dont nous avons déjà parlé. Il s'agit de la contribution de cette organisation à l'occasion du 25 novembre, journée mondiale contre les violences faites aux femmes.

S'OPPOSER À LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES IMPLIQUE UNE LUTTE ANTICAPITALISTE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET ANTI-PATRIARCALE

Les différentes étapes qui ont marqué le développement de l'humanité après la communauté primitive ont été façonnées par la soumission exercée par les classes dominantes sur secteurs les plus dépossédés et vulnérables de chaque époque historique.

Cette soumission a eu une particularité avec les femmes, en particulier avec celles qui appartiennent aux secteurs opprimés de la société.

Dans le capitalisme, les formes d'oppression et d'exploitation ne sont pas les mêmes que dans les autres modes de production, et les formes d'oppression des femmes ont donc également été modifiées. Ainsi le capitalisme se perpétue sur la base de la double exploitation des femmes (travail productif et reproductif du plan social), jouissant non seulement de leur force de travail, mais aussi de leur corps transformé en objet et marchandise.

On retrouve ces nouvelles formes dans :

- La traite des personnes génère environ 200 millions de dollars par an en Équateur, dont 89% des victimes sont des femmes, des filles et des adolescentes issues de familles pauvres. Les trafiquants profitent de leur précarité économique, gagnent leur confiance, les trompent en leur promettant de les sortir de la pauvreté par des offres d'emploi et parviennent ainsi à les sortir de leur environnement social où ils sont totalement vulnérables et soumis à l'esclavage sexuel.
- Un phénomène très lié à la traite des personnes sont les disparitions, et sur le nombre total de personnes disparues dans le pays, 67 % sont des femmes. Selon les chiffres du ministère public, 10 000 disparitions ont été enregistrées chaque année depuis 2014, pourtant l'État équatorien, par l'intermédiaire de ses institutions, n'a pas été en mesure de consolider une base de données correspondant au nombre de personnes disparues dans le pays. A cela s'ajoutent les déficiences des protocoles techniques, des processus d'enquêtes et de recherches, qui font que les femmes disparues ne rentrent pas chez elles.

- Jusqu'à présent, 94 féminicides ont été signalés en 2019 et les agences gouvernementales n'ont fait qu'ignorer ce problème, laissant prévaloir des critères conservateurs et patriarcaux, la revictimisation des familles des victimes, le ralentissement des enquêtes ou des procès, l'apathie de la population et le fait que la vie des femmes des secteurs populaires n'a pas d'intérêt.

- En Équateur, 15,6 % des décès maternels sont dus à des avortements clandestins. En outre, environ 2 000 filles de moins de 14 ans accouchent chaque année dans le pays. Cependant, l'assemblée a décidé de refuser la dépénalisation de l'avortement. Il s'agit d'une question de santé publique, qui doit être séparée des jugements moralisateurs, de l'ingérence de l'Église catholique et évangélique, pour comprendre que ce n'est pas seulement un problème culturel, mais au contraire le droit des femmes à une vie sexuelle et reproductive complète, où elle cesse d'être considérée comme un objet et vue clairement comme une reproductrice.

- 5 étudiants universitaires sur 10 ont été victimes, au moins une fois dans leur vie scolaire, de harcèlement sexuel, tout comme 6 étudiants sur 10 d'orientation sexuelle différente. Cette situation ne se produit pas seulement dans l'enseignement supérieur, c'est un problème qui se produit dans les centres d'études en général où il y a eu des problèmes non seulement de harcèlement, mais aussi d'abus et de viol et même de mort comme dans le cas de la jeune Valentina Cosíos qui est morte dans des conditions encore inconnues dans un centre éducatif.

- Selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT), 71 % des femmes et des filles vivant dans la pauvreté dans le monde sont victimes de travail forcé ou d'esclavage. Des pays comme l'Inde, le Cambodge, le Bangladesh, le Vietnam sont choisis par les grandes entreprises impérialistes qui exportent leur capital vers ces pays, où la main-d'œuvre d'un travailleur est beaucoup moins chère en raison de la flexibilité des législations du travail de ces pays.

- En Équateur, 16 femmes chefs de famille sur 100 sont confrontées à une situation d'extrême pauvreté, car elles vivent avec 1,50 dollar par jour, ce qui aggrave la précarité de la vie de nombreuses femmes et met la survie de leur famille en danger. En outre, cela reflète la situation de pauvreté vécue au niveau national (25,5%), qui conduit à la croissance du sous-emploi en l'absence de plein emploi. Rien qu'à Quito, il y a 30 000 vendeurs de rue, dont 53 % sont des femmes qui ont été réprimées et privées de leur droit au travail par la police municipale et nationale.

- La situation des femmes paysannes qui vivent dans des conditions de double et triple exploitation, des femmes qui résistent à l'implantation de sociétés minières transnationales dans leurs communautés, où la subsistance de leurs familles est menacée parce que des ressources comme l'eau, la terre, entre autres, sont utilisées et dévastées par des mégaprojets miniers. Ce type d'industrie extractive utilise principalement le travail masculin et c'est là qu'il y a un apogée du commerce du sexe qui paupérise encore plus la vie de ces femmes qui, avec la perte de la terre, perdent leurs moyens de subsistance et leur environnement productif.

- Les figures féminines enracinées dans le pouvoir de l'Etat sont celles qui défendent l'«Etat de droit». Des personnalités telles que la ministre du gouvernement María Paula Romo, après s'être abritée derrière un discours féministe, s'être cataloguée comme une femme de dialogue et avoir condamné l'usage de la violence dans les régimes précédents, est celle qui, lors des journées de protestation d'octobre, a fortement réprimé la population avec des gaz lacrymogènes, grenades, balles en caoutchouc, etc. En donnant des ordres directs à la police et à l'armée de tirer sur le corps ou le visage des manifestants, en utilisant l'intimidation et la peur de la population à travers l'état d'urgence et les couvre-feux imposés par Moreno. On a vu aussi la maire de Guayaquil, Cynthia Viteri, qui, face à l'arrivée de milliers de femmes indiennes, a appelé à «défendre» la ville avec un discours qui frôlait le fascisme, délégitimant un soulèvement populaire.

- En Amérique latine, nous avons assisté à la répression brutale des femmes victimes de violences sexuelles, en particulier au Chili. De Luna Roja, nous envoyons notre solidarité et notre

soutien à celles et ceux qui luttent, femmes et hommes qui savent que dans ce système économique, politique et social rien ne va plus.

Entreprendre une lutte contre la violence à l'égard des femmes implique de prendre position contre le système capitaliste, impérialiste et patriarcal qui est renforcé par l'existence de ces nouvelles pratiques, formes d'exploitation et de soumission des femmes étudiantes, ouvrières, salariées ou qui possèdent une petite entreprise, des travailleuses itinérantes, ouvrières, paysannes, voire des femmes avec un métier qui vivent au jour le jour de dures réalités pour survivre.

Pour ces raisons, nous affirmons que la violence contre les femmes de la classe opprimée a une racine structurelle, ne vient pas d'individus mal intentionnés, il est évident que la misogynie, le machisme a trouvé sa raison d'être dans le patriarcat, mais cela a sa base dans le système capitaliste-impérialiste, où des pays semi-coloniaux comme l'Équateur développent un capitalisme bureaucratique, qui non seulement a des répercussions économiques, mais reproduit aussi des formes anciennes et dépassées de comportements et de conceptions dans le mode de pensée des gens, sous l'influence de la tradition et de la religion.

Il s'agit d'un #25DeNonViolenceEtatique et nous affirmons que l'organisation, la mobilisation de rue et la lutte sont des étapes nécessaires pour notre émancipation et celle des autres secteurs opprimés.



LIRE

Éditions
Jubarte

Tom Thomas

**VILLE ET
CAPITAL**



VILLE ET CAPITAL

TOM THOMAS

Éd. Jubarte 2019, 8 €

Le premier chapitre est intitulé : « Une nouveauté : la mégapole ». « 60% de la population mondiale est aujourd'hui urbaine » (p. 14) mais « ce qui est nouveau, c'est le caractère soudain hallucinant de la croissance des grandes villes » (p. 11). « Tant et si bien que la planète compte en 2018 quarante-sept hyperagglomérations de plus de dix millions d'habitants » ; « la majorité... dans les pays dits en développement » (p. 14). « Avec une hiérarchie allant des plus riches et puissantes métropoles des pays impérialistes aux mégapoles largement faites de bidonvilles des pays dominés » (p. 18).

Le chapitre 2 traite de la « valorisation du capital ».

Les avantages initiaux de la concentration spatiale des fonctions centrales du Capital se transforment en charges et dégradations insurmontables, en matière de transports, de santé, et d'abord de production de plus-value. Car toute rente foncière est un « prélèvement directement opéré sur la plus-value du capital » (p. 31). Le mouvement « automate » de la valorisation est devenu cause de dévalorisation.

A partir du chapitre 3 sont abordées les conséquences politiques. D'abord les politiques de la ville, gestionnaires et/ou réformistes, dans les domaines du foncier, des loyers, des transports... Puis (chapitre 4), les conséquences sur les formes nouvelles de la lutte des classes. Citons simplement quelques lignes envoyées à ce sujet par Tom Thomas au comité de rédaction de Partisan. On mesure à quel point il y a matière à analyse et débat :

« Ce que je dis, c'est que 1°) les ouvriers ne sont qu'une fraction du prolétariat, 2°) là où les prolos se concentrent, ce n'est plus dans les usines mais dans les quartiers, 3°) les luttes sont plus directement politiques dans les quartiers, tandis que dans ce qui reste d'usines c'est le plus souvent étroit, c'est-à-dire économiste et corporatif (sauver « mon » emploi, « mon » salaire). La direction politique, c'est-à-dire la conscience politique semble donc pouvoir émerger plus facilement dans les zones urbaines prolétaires (concentration + contenu politique des luttes). Mais évidemment la grève, si elle est générale, reste un moyen politique important. Tout cela est trop bref, c'est tout un champ de discussions à ouvrir pour bâtir le « nouveau mouvement communiste ».

Disponible à la librairie Le Point du Jour, 58 rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

MUNICIPALES. BANLIEUE NAUFRAGÉE

DIDIER DAENINCKX

Éd. Gallimard Tracts

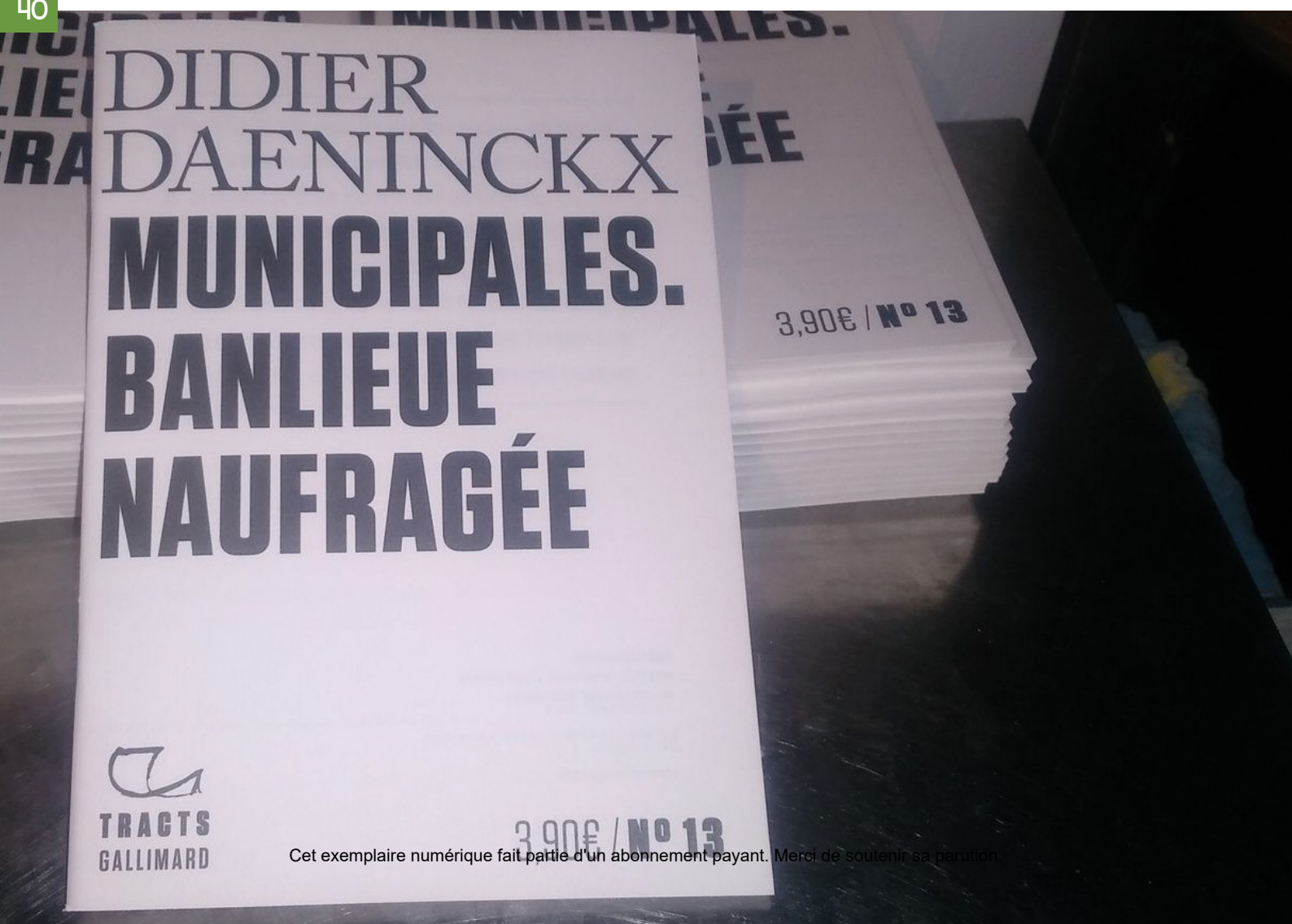
Nous, on reste!

Didier Daeninckx vient de faire paraître un court essai (37 pages, Editions Gallimard Tracts) justifiant son déménagement d'Aubervilliers après 70 ans de vie dans le 9-3.

Daeninckx est un grand auteur, en particulier par son roman « Meurtres pour mémoire » qui a révélé à un très large public le massacre de la manifestation du FLN contre le couvre-feu, le 17 octobre 1961, des dizaines de morts jetés dans la Seine. Avec Jean-Luc Einaudi, il restera ainsi un grand témoin anticolonial. Malheureusement, à la différence de l'anniversaire de Charonne commémoré avec force événements tous les ans, le 17 octobre reste encore trop souvent relégué aux oubliettes de l'histoire.

C'est aussi un militant de la vieille école du PC, anticolonial, qui s'est donné comme « mission » de démasquer tous les imposteurs et révisionnistes qui ont surgi au sein de son ancien parti. Parfois avec justesse quand il dénonce le révisionnisme d'une partie de l'ultra-gauche qui flirte avec Faurisson (autour de la librairie La Vieille Taupe), ou quand une partie du PC d'Aubervilliers glisse également vers le même négationnisme (avec un pamphlet de 2009, « la Rumeur d'Aubervilliers »). Parfois avec excès – ce qui lui a valu le surnom de « petit procureur stalinien »¹ - quand il attaque Gilles Perrault sur son passé de

.....
¹ https://fr.wikipedia.org/wiki/Didier_Daeninckx#Engagements_politiques_et_polémiques



parachutiste (bien connu et autocritiqué), ou le refus maladif d'admettre l'autocritique pourtant très complète de Serge Quadrupani à propos des liens autour de La Vieille Taupe².

Au plan politique, Didier Daeninckx ne fait pas dans la subtilité et tire au bazooka, sans nuance ni aucune dialectique, il faut le savoir. Néanmoins, il convient de l'écouter et de faire le tri. Parce qu'il y a aussi des vérités dérangeantes.

Alors que dire de cet essai, qui fait un tabac dans le département et les choux gras de la presse la plus réactionnaire (Le Figaro, Le Point, Valeurs actuelles...)? Que l'image qu'il décrit de la Seine Saint-Denis est partiellement juste, mais évidemment unilatérale. La progression de la violence, des agressions et des trafics, la misère et la pauvreté, l'abandon d'une population, « le sentiment d'appartenance à la part maudite de la société, et la répulsion suscitée par le spectacle de l'installation à sa tête d'une nouvelle caste, celle des dirigeants » (p. 5) Tout cela est vrai et ça continue à se dégrader.

Mais Daeninckx ne semble pas connaître l'autre face du département 93 – et de ses villes, Aubervilliers, Bagnolet, Saint-Denis et bien d'autres – sinon il aurait rencontré une CGT oppositionnelle, des « Femmes en lutte 93 », des Gilets jaunes, des grévistes de la RATP, des enseignant.e.s révolté.e.s, des lycéens, des associations comme l'Addeva (défense des victimes de l'amiante), des travailleurs sans-papiers comme à Aubervilliers justement (Le collectif Schaeffer), des écologistes comme à Aulnay etc.

Il évoque, très brièvement, l'association Place aux femmes, ou les cordons de parents aux abords des écoles, mais c'est pour mieux souligner que « la présence féminine » dans certains quartiers est « de fait censurée », et que les dealers et les drogués sont partout, jusqu'à l'intérieur des établissements scolaires.

Bref, Daeninckx ne voit que la part sombre de la réalité parce qu'il n'est pas sur le terrain de la lutte des classes et reste sur le terrain politicien de la lutte entre factions bourgeoises.

Que lorsqu'il décrit, de manière péniblement

.....

2 <http://quadrupani.samizdat.net/spip.php?article40>

et inutilement anonyme (tout a déjà été révélé dans la presse) mais très vite reconnaissable, la situation à Aubervilliers (avec Jack Ralite, Pascal Beaudet, Jacques Salvator...), Saint-Denis (Madjid Messaoudene) ou Bagnolet (Hassen Allouache), il ne fait que rapporter la réalité, même si elle ne plaît pas aux notables du PC, du Parti de Gauche ou de la France Insoumise... C'est la partie la plus intéressante du petit livre. Les dérives communautaristes d'une partie de la gauche traditionnelle, le clientélisme, les pratiques semi-mafieuses et les accointances avec les petits voyous qui viennent ensuite réclamer leur dû (pas très différent à Bobigny ou à Drancy!!), les postes municipaux distribués par privilèges, c'est la réalité d'une gauche décomposée dans la cogestion du capitalisme en crise. Lorsqu'il décrit les alliances tacites avec les Frères Musulmans ou autres acolytes, on retrouve bien une vieille pratique de 30 ans dans toutes les banlieues pour garantir la paix sociale (après les émeutes de Vaulx en Velin et Sartrouville), et pour compenser la disparition de l'implantation militante dans les quartiers et les cités. Mais là où il dérape gravement (son absence de nuance bien connue) c'est quand il accuse dans la foulée des « responsables censés représenter la gauche » de se « fourvoyer » en manifestant contre l'islamophobie.

Mais, au fond, ce n'est là qu'un indice de son attachement nostalgique à une vieille « gauche » qui a fait la preuve de son intégration au capitalisme. Et la preuve qu'il ne comprend pas les nouvelles formes prises par le racisme, les nouvelles couches du prolétariat, la nouvelle situation sociale et politique – qu'il est en dehors de la lutte des classes.

Daeninckx jette un pavé dans la mare, mais fuit. Comme ont fui avant lui tous les militants, laissant le champ libre à la situation d'aujourd'hui. Mais ce qu'il fuit, ce n'est pas ce qu'il imagine être la trahison de ses anciens amis qu'il dénonce haut et fort, c'est sa propre impuissance, face aux ravages et à la décadence du réformisme gestionnaire...

Nous, nous restons.

À lire tous les mois

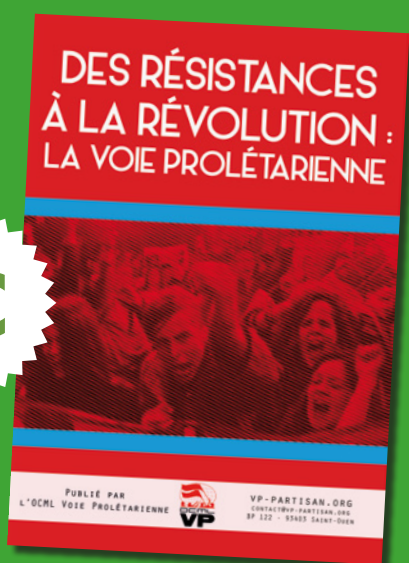


UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES
À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter



www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander



2€



Brochure des résolutions du 9^e Congrès de l'OCML Voie Proletarienne (été 2014). L'occasion de (re)découvrir ce que nous pensons et défendons et tout ça en quelques pages!

Nos autocollants, à commander à contact@ocml-vp.org pour redécorer les murs de ton quartier et/ou de ta ville! Le prix varie selon la quantité!

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Oh! Trois cèpes
Orlane Lautard
04240 Annot

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie Folies d'Encre
14, place du Caquet
93200 Saint-Denis

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Maison Norman Béthune
1918, rue Frontenac
Montréal - Canada

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Undersounds
6, rue de Gorre
87000 Limoges

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

**S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS
À PARTISAN MAGAZINE**

**Sous pli ouvert : 15 Euros
Sous pli fermé : 25 Euros**



NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE
Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros



**Flashez pour
vous abonner
en ligne!**

**Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN**

BP N° 133

93213 Saint Denis la plaine cedex

CCP : N°23 743 83 G Paris

**Identifiant international de compte (IBAN)
FR30 - 2004 - 1000 - 0123 - 7438 - 3602 - 084**

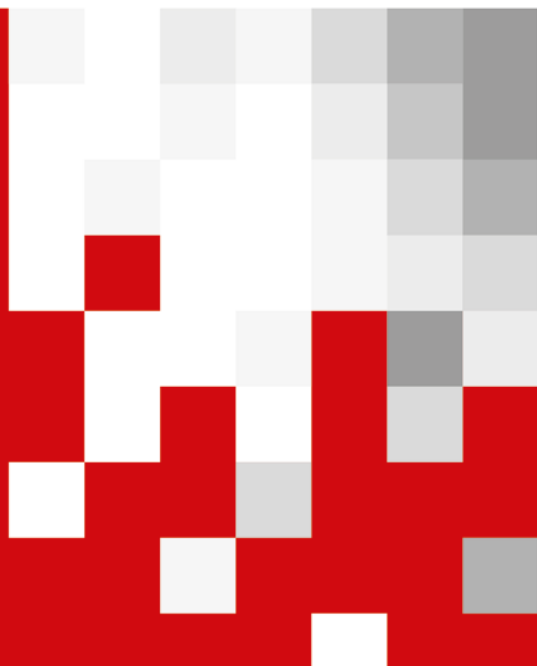
**Identifiant International
de l'établissement (BIC)
PSSTFRPPPAR**



SUIVRE NOS ACTIVITÉS SUR NOTRE SITE INTERNET

www.ocml-vp.org

ET SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX :  /OCMLVP  @OCMLVP



MAGAZINE

DOSSIER
1917-2017

FAIRE VIVRE
LA RÉVOLUTION
COMMUNISTE

TURQUIE / KUSDISTAN
Rencontre avec
un guerillero maoïste

Gauche et chômage
LES ILLUSIONNISTES

Publié par
l'OCML Voie Prolétarienne



vp-partisan.org
contact@vp-partisan.org
BP 122 - 93403 Saint-Ouen

LUTTER CONTRE
LA PÉNIBILITÉ
LUTTER CONTRE L'EXPLOITATION

LE MOUVEMENT POPULAIRE
AU PÉROU
Un bilan

ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 122 - 93403 Saint-Ouen

Mouvement
OUVRIER DU TRAVAIL Fem

par
prolétarienne



TOUJOURS DISPONIBLES

Les précédents numéros de *Partisan Magazine* sont toujours disponibles !
Vous pouvez encore les commander à notre boîte postale
en nous joignant un chèque à l'ordre de VP Partisan à l'adresse suivante :
OCML Voie Prolétarienne - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

ÉPUISÉ N°1 • La classe ouvrière aujourd'hui en France : en voie de disparition ?
N°2 • Palestine – Kurdistan : quelles solidarités ?
N°3 • Racisme, marxisme et révolution
N°4 • L'alternative communiste

DERNIERS NUMÉROS ! N°5 • Le Maoïsme, notre arme de combat
N°6 • Verts parce que Rouges
N°7 • Organisation et Révolution, leçons du mouvement ouvrier
N°8 • 1917-2017 Faire vivre le Révolution Communiste
N°9 • Lutter contre la pénibilité, lutter contre l'exploitation
N°10 • Féministes révolutionnaires
N°11 • Mai-Juin 1968 : Brisons les vieux engrenages
N°12 • Afrique : résistances et révolution
N°13 • Travailler tous, moins, autrement
N°14 • Le monde tremble, les révoltés cherchent un chemin

3,50€

FRAIS D'ENVOI
INCLUS

PARTISAN

MAGAZINE

1	ÉDITORIAL
3	CORONAVIRUS : VOTE, BOSSE ET FERME-LA !
6	CORONAVIRUS : VIENTOS DEL PUEBLO / KKE-ML
8	DOSSIER : LA CHIMIE EST PARTOUT
12	<i>Interview : peut-on concilier santé et profit ?</i>
16	<i>Lire. Qui a tué les Verriers de Givors ?</i>
17	<i>Le capitalisme c'est la catastrophe...</i>
20	<i>Chlordécone : empoisonnement industriel et domination coloniale</i>
23	<i>Lire. Gouverner un monde toxique</i>
24	<i>Toxiques chimiques : comment s'emparer de ce combat ?</i>
30	INTERVIEW RADIO SUR LES RETRAITES
35	DÉCLARATION DE LUNA ROJA (ÉQUATEUR)
38	LIRE

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la nouvelle publication de l'OCML Voie Prolétarienne. Son objectif? Donner des outils de compréhension politique et théorique pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre.

Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— **Plus d'infos page 43** —

Partisan Magazine n°16 sortira à l'automne 2020